

# Comment faire ?

Société  
Française  
des  
Architectes

2e trimestre 2021

**Bulletin n°57**

Les architectes, pour la plupart, n'aiment pas les graffiti, surtout quand ils se trouvent sur leurs bâtiments... Certains, pourtant, ont une grâce d'expression qui semble, plus que bien des discours politiques, à la hauteur des enjeux actuels. Ainsi celui-ci : « l'écologie sans révolte, c'est du jardinage » (son seul défaut est de déprécier le jardinage, noble occupation). La Société française des architectes a, dans un bulletin récent, demandé aux architectes « que faire » puis, dans le suivant, elle a alerté sur les dangers qui pèsent sur l'enseignement du projet. Rien de corporatiste dans cette question : le projet architectural est un outil dont on ne peut faire l'économie pour penser la lutte contre le réchauffement climatique, contre l'effondrement des espèces et pour la dignité humaine.

Ces deux bulletins sont toujours d'actualité. 2020 restera l'année où tout le monde a compris que les choses tournaient très mal : le virus a servi de révélateur.

De nouveau consacré à la crise massive que nous vivons, car elle modifie tout : nos rapports au monde, à la nature, à nos métiers, au langage et à la vérité. Ces deux derniers points, notamment, méritent d'être mis en avant, tant le baratin semble triompher, que ce soit du côté des politiques ou des lieux de savoir. Flaubert écrivait à Tourgueniev : « J'ai toujours tâché de vivre dans une tour d'ivoire ; mais une marée de merde en bat les murs, à la faire crouler... ». les architectes ne sont plus dans une tour d'ivoire depuis longtemps, mais la marée est bien là.

Sujet multiple, donc, pour le bulletin, pour nous convaincre que le baratin peut être endigué et que l'on peut retrouver une « vérité de parole », pour employer le beau mot d'Yves Bonnefoy.

Comment mettre l'enseignement de l'architecture au service de la lutte contre le changement climatique ?

Comment penser les formes d'une occupation heureuse du territoire en évitant les fausses évidences et les lieux communs ?

Comment le projet architectural pourrait-il servir un nouveau pacte de civilisation ?

# Contributions

**01** Entretien l'habitabilité du monde  
Xavier Bonnaud

**02** L'histoire de ceux qui ont décidé, seuls, de ne pas être seul  
Gilles Malzac

**03** L'écologie en architecture, n'est elle qu'une question de construction ?  
J-M Lavigne

**04** L'architecture nous tue ?  
Nicolas Abdelkader

**05** Concrètement, quel est votre métier ?  
Nadia Herman-Tamarat

**06** Le designer et le bûcheron  
Pierre Gencey

**07** De la nécessité de remettre l'architecture au coeur des débats  
Théo Fakis

**08** Réflexion sur l'Architecture actuelle  
Yves Carlevaris

**09** Le co-habitat du vivant  
Adèle Josselin

**10** Le nid s'est transformé en cage. La maison à l'époque de Covid-19.  
Fausto Carmelo Nigrelli

**11** D'abord dire non  
Marc Dauber

**12** De la fin, tel fut le commencement .  
Telmo Escapil-Inchauspé & Guilhem Solère

**13** L'air de la télécommande  
Baillif Evelyne

**14** Zaha et le veil architecte  
Dominique Benoit Hohler

**15** Adapter l'enseignement de l'architecture pour sauver l'Architecte ?  
Gérard Abadia

**16** Une architecture moins chevaleresque ?  
C.

**17** Semer au moment opportun  
Lorenzo Diez

Xavier Bonnaud

Architecte (agence  
MESOSTUDIO)  
Professeur à l'ENSA Paris la  
Villette et à l'Ecole Polytechnique  
Directeur du laboratoire  
GERPHAU EA 7486

Comment faire ? Commencer par dresser la liste de ce qui nous épuise, de ce que l'on ne peut et ne veut plus faire, par incapacité éthique, par colère, parce que l'on sent profondément que de tels chemins ne mènent nulle part.

- ne plus construire à tout va, par principe, pour alimenter la demande de croissance des industries du BTP ou l'exigence de rentabilité à court terme des promoteurs,
- ne plus artificialiser par habitude, ne plus répandre cette marée urbaine triste, générique, conforme, hors de son lit, en absence de toute relation au vivant des sols et des écosystèmes, aux horizons ouverts du ciel et la nature.

Ensuite, ...les choses se compliquent un peu.

## **Une habitabilité héritée, entretenue et partagée**

Dans son ouvrage *La naissance de l'architecture*, le grand historien Siegfried Giedion avait exprimé en une formule magistrale ce que l'architecture avait apporté à l'humanité naissante au tournant de l'Holocène. Par d'immenses constructions qui accompagnaient les grands cycles de la vie des hommes et l'inscription territoriales des pouvoirs politiques naissants, elle avait, selon ses mots, permis « la création d'un cosmos anthropomorphe »<sup>1</sup>.

Le lien avec l'Anthropocène, ce terme qui désormais marque historiquement l'époque des effets dévastateurs globaux et systémiques de la démesure de l'action humaine, apparaît éloquent. Ce projet occidental (rendre le monde anthropomorphe) semble avoir trop bien fonctionné, s'être emballé : une certaine puissance de feu instrumentale s'est saisie de la planète pour la transformer en chantier global, sans limites ni modération, dans une logique mécaniste et techno-industrielle en son temps revendiquée et accompagnée par la modernité urbaine et architecturale.

Nous héritons de ses dégradations, un monde entièrement anthropomorphe mais une planète exsangue et des conditions d'accueil des humains et des autres formes du vivant de plus en plus menacées.

C'est bien qu'une certaine culture de l'installation s'est fourvoyée : l'urbanisme dans son versant techniciste, voire techno-solutionniste, et l'architecture aussi, à sa suite, dans sa croyance progressiste à réaliser la société machiniste, et plus récemment aussi dans le refus post-moderne d'accorder de l'importance aux phénomènes physiques et naturels. Ce sont donc bien les compétences de la discipline, sa raison d'être sociale et politique, qui doivent être réévaluées, et en soi, cela constitue déjà une aventure culturelle et professionnelle tout à fait stimulante.

## **Énoncer à partir de l'architecture une nouvelle maturité instrumentale, opératoire ?**

Mais allons un peu plus avant. N'est-ce pas, parce que ce sont justement les conditions d'habitabilité de la planète qui sont menacées, que justement l'architecture, comme art de l'installation, peut retrouver toute son acuité ?

Un petit détour par l'histoire s'impose encore. Selon le grand historien, l'architecture s'origine en Occident dans une culture de l'édifice. Mais engageant tous ses raffinements en de formidables bâtiments, elle n'a pas vu, happée par un certain culte de l'objet, que ces milliards de tonnes de matériaux auxquels s'ajoutent les activités des chantiers et le fonctionnement des bâtiments soustrayaient aux écosystèmes leurs bases matérielles ; bien que matières inertes, ils étaient soubassements d'écosystèmes vivants qui ne pouvait plus vivre des nouvelles conditions de milieux qui leur étaient imposées.

(1) Sigfried Giedion, *La naissance de l'architecture*, Edition de la connaissance 1966, Bruxelles, (première édition en langue anglaise Bollingen Foundation 1964), troisième partie « Création d'un cosmos anthropomorphe », page 73-111.

Il est alors indispensable, tout en poursuivant et renforçant ses compétences ancestrales dans l'art de bâtir, de mettre au cœur de notre programme, en le revendiquant plus haut et plus fort comme compétence spécifique, d'élargir donc nos responsabilités professionnelles, sociales, politiques, non seulement à ce que bâtir veut dire, mais à une compétence carrefour sur l'entretien de l'habitabilité de la planète, comme simple condition de possibilité d'une installation pérenne du vivant, des vivants sur Terre.

Pour qu'il ne s'agisse pas d'une incantation infondée, examinons maintenant ce que cela peut bien vouloir dire.

N'est-ce pas encore une fois surinvestir l'architecture, l'engager dans un programme trop grand pour elle, dans une forme de démesure qui courrait après une autre démesure ? Regardons toutefois ses spécificités. Quelles autres disciplines dans leurs compétences initiales engagent des réalités de natures et de dimensions aussi diverses, assumant ensuite socialement leurs responsabilités professionnelles ?

Sans se penser capable d'une vision omnisciente des situations (qui la ramènerait à ses dérives démiurgiques), l'architecture n'est-elle pas, de fait, un lieu de rencontre entre culture scientifique et compétences de transformation ? Un lieu de mise en évidence et d'effervescence entre dérèglements environnementaux et les pratiques d'aménagement ?

Elle peut être plus accueillante à ces questionnements, faire reconnaître ses expertises et exigences critiques quant à l'entretien de l'habitabilité de la planète. Pour être plus précis, il n'est pas ici question de promouvoir une pratique scientifique de géo-ingénierie, mais bien avec cette sensibilité bien particulière à la fragilité de l'avenir de la santé du vivant sur notre belle planète, de participer concrètement, point par point, à la délibération, à la programmation et à la réalisation de lieux légers dans leurs empreintes écologiques, économes dans l'emploi des matières et de l'énergie, et discrètement savoureux dans leurs usages.

Une telle approche est aussi un élargissement de nos disciplines d'adossement et des compétences embarquées dans nos cultures de conception.

De nouvelles connaissances, issues de l'écologie scientifique prennent chaque année de plus en plus d'importance. Et sans les voir comme une sorte de canevas triste qui semble parfois émerger de l'aspect extérieur d'écoquartiers assez convenus, sans doute faut-il instaurer dorénavant avec l'écologie scientifique des rapports aussi inventifs que ceux que l'architecture entretient depuis longtemps avec la statique. Une nouvelle matière d'invention émerge, où il n'est plus seulement question de stabiliser des constructions en dialoguant avec la connaissance des lois de la gravité et de la résistance des matériaux, mais de faire tenir, d'entretenir la niche écologique dont nous sommes responsables devant le futur tout en déployant de nouveaux horizons sensibles.

Toutefois, à la différence de ces idéaux modernistes, de leur puissance d'affirmation doctrinale, la mise en pratique, le passage du constat au programme d'action, se construit résolument à l'inverse des dispositifs d'impositions ou de domination qui étaient ceux de la *tabula rasa*. Le constat d'une planète devenant inhabitable est la preuve éclatante de la nocivité de la domination opératoire. Elle nous vaccine de notre addiction au progrès comme croyance qu'un futur ainsi techniquement modelé serait forcément meilleur. La longue histoire de l'architecture la positionne résolument hors de tout techno-solutionnisme.

Le souvenir de lieux accueillants, fréquemment sobres et modestes redonne espoir, permettent

de réétalonner la puissance embarquée. C'est bien l'affirmation d'une maturité instrumentale apaisée que l'architecture peut mettre en pratique et revendiquer spatialement, politiquement, économiquement.

Les développements professionnels sont forcément divers, pluriels, dans la variété des échelles, des contextes, des programmes, forts de la diversité des cultures constructives, avec un appétit nouveau pour le petit et l'économiste

Le souci de la durabilité, cette possibilité de renouer un pacte de confiance avec le temps long, réengage plus tranquillement ce qu'habiter veut dire face aux canards sans tête de la spéculation qui courent sans conscience après le profit à court terme.

Il y a matière à œuvrer avec les habitants pour leur apporter quelques petites surprises architecturales, des rencontres quotidiennes plaisantes, des lieux à l'ergonomie soignée, au dimensionnement maîtrisé, aux matières accueillantes, aux ambiances et à la présence disponibles : des pépites d'émancipation étranges et bienfaites sont possibles.

Par l'appréciation sensible à laquelle elle est attentive, l'architecture ouvre un horizon de sortie de la démesure instrumentale. Il convient de résolument délaissier l'esthétique puérile de la performance (le plus haut, le plus vitré, le plus blanc, le plus sobre, le plus rapidement construit), qui réduit l'appréciation architecturale au quantitatif, pour refaire niche à la diversité des formes du vivant, le plus souvent possible avec une grande économie de moyens, et parfois aussi n'intervenant pas, en reconnaissant qu'une part du monde doit nous rester indisponible.

Il semble que la société soit en attente de paroles qui régénèrent nos imaginaires de l'installation, qui déplacent les paroles publiques, qui permettent de mieux partager nos sensibilités paysagères et constructives. L'art de la composition qui nous enchante ne peut qu'y rencontrer de nouvelles opportunités.

### **La matière politique de toute architecture**

Le cœur du projet architectural peut aussi en chemin retrouver sa condition d'existence de base, l'hébergement des humains. Il y a du travail, car il s'agit bien de tous les humains, d'où qu'ils viennent, quelle que soit l'ancienneté de leur présence dans nos villes et les chemins parcourus pour arriver dans des contrées où ils cherchent refuge. Nos imaginations, et toutes les références positives qu'offre l'histoire de l'architecture sont à disposition de leurs désirs d'abris, ouvertes à donner forme aux capacités d'accueil des territoires.

Penser ici l'architecture comme service lui ouvre encore de nouvelles pistes de déploiement. Mises au service des besoins d'abris et des désirs d'émancipation, les compétences architecturales sont alors des ressources libres de droits présentées aux quartiers et aux communautés pour qu'elles puissent se réapproprier l'art de construire. Ces pistes émergentes existent déjà en certains endroits, s'engageant à désinstitutionnaliser les procédures, à débureaucratiser, à rendre à nouveau possible des approches artisanales et coopératives (dont William Morris avait si bien senti les valeurs émancipatrices).

L'architecture n'est plus ici un sport de riche, cette sorte de vernis de distinction culturelle pour classe aisée qui fatigue très vite. Les connaissances dans l'art de bâtir, les capacités d'assemblages des éléments hétérogènes qui font architecture trouvent une agentivité politique et sociale qui ne demande qu'à prendre, point par point, malgré les carcans conservateurs, normalisateurs, bureaucratiques.

**L'art des choses légères,**

Si on laisse derrière nous, autant cet attrait infantile envers de grands projets inutiles que les sirènes inquiétantes de la smart city, l'art de l'installation que propose l'architecture s'affirme alors résolument du côté des choses légères.

Renouant avec la biophilie, elle se met au service de l'optimisme biologique de l'espèce humaine, de notre efficacité physiologique et énergétique, pour initier, en prenant modèle sur cette performance organique, des milieux de vie qui accompagnent et encouragent cet optimum organique, désintoxiqué de la consommation superflue et de la servilité au travail inutile. Cela permet aussi de considérer comme optimum une répartition plus mesurée et plus égalitaire des revenus, des lieux, des équipements, des ressources dont tout le monde comprend qu'elle est nécessaire, et dont les digues de violence qui la maintiennent, la réinstallent continuellement, voire naturalisent l'inégalité, doivent un jour finir par lâcher.

# L'histoire de ceux qui ont décidé, seuls, de ne pas être seuls

02

Gilles Malzac

Architecte.D.E et H.M.O.N.P  
Doctorant Laboratoire ACS - UMR  
AUSser

(1) Albert Camus, *Sur une philosophie de l'expression*, compte rendu de l'ouvrage de Brice Parain, *Recherches sur la nature et la fonction du langage*, éd. Gallimard, in Poésie 44, n° 17, p. 22

L'on prête volontiers à Albert Camus la clairvoyance d'avoir dit : « Mal nommer les choses, c'est ajouter aux malheurs du monde ». Ce à quoi l'on pourrait ajouter : convoquer une citation distordue participe-t-il de cette même catastrophe ?

Car Albert Camus n'a jamais dit cela. La paternité va à un autre penseur, ami et contemporain de Camus, Brice Parain. Dans un essai de 1944, Albert Camus écrivait plutôt : « Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde »<sup>1</sup>. Il existe un écart philosophique substantiel entre un objet et les choses, tout comme le malheur de ce monde à une nature bien plus manifeste que les malheurs du monde.

En exprimant, graphiquement leur révolte sur les bétons bistres, « l'écologie sans révolte, c'est comme du jardinage », les manifestants ont-ils conscience de cette polémique philologique ? La réponse n'a en réalité que peu d'importance tant la rue ne peut se confondre en tribunal de l'exacte citation. Pourtant, si l'on admet l'existence de la domination et de l'idéologie, on doit admettre qu'elles ne peuvent exister sans s'accompagner de discours symboliques de dissimulation ou de légitimation. Il nous semble alors opportun de rappeler, avec la volonté de retrouver une « vérité de parole », de s'efforcer au langage clair pour ne pas épaissir le mensonge, que la citation originelle eut été non pas « l'écologie sans révolte, c'est comme du jardinage », mais plutôt « l'écologie sans lutte des classes, c'est comme du jardinage ».

Il existe un écart politique substantiel entre la révolte et la lutte des classes. Même si toutes deux partagent l'analogie de stopper le continuum linéaire de l'histoire dominante, elles divergent quant à leur nature politique et leur moyen. La révolte est soudaine, événementielle, elle répond à l'injustice qui surgit, tandis que la lutte des classes est stratégique, politique, elle est le mouvement réel qui abolit l'état des choses actuel.

Ainsi, parce qu'ils n'existent des personnages littéraires que pour célébrer des héros, là-bas, de l'autre côté de la fiction, rien n'interdit d'imaginer un manifestant se saisir d'une bombe aérosol et apporter un correctif symbolique au graffiti sur nos architectures. Tel est le territoire turbulent de l'imagination.

De l'autre côté de la fiction, les idées ne naissent et ne s'imposent pas seules, faut-il encore des corps pour les incarner, les diffuser. Ce corps, à qui l'on doit l'opportune citation corrigée ci-avant, est Francisco Mendes, leader militant brésilien qui luttait pour le respect de la forêt tropicale amazonienne et de ses occupants. Pour ses combats, il fut assassiné en 1988.

Ce nouveau graffiti, contenant les puissants nœuds dialectiques entre marxisme et écologie, nous permet dès à présent de poser comme indissociable la dévastation écologique à l'œuvre et le développement d'un mode de production socio-culturel et thermo-industriel, le capitalisme.

Comme la lutte des classes, pour tout architecte ayant croisé le chemin de Walter Benjamin, est « un combat pour les choses brutes et matérielles sans lesquelles les choses utiles et spirituelles n'existent pas »<sup>2</sup>, l'énumération sommaire de quelques données nous laisse appréhender brutalement ces mêmes choses grèges et concrètes qui participent à l'écocide en action.

Selon le rapport d'OXFAM « Combattre les inégalités d'émission de CO2, la justice climatique au cœur de la reprise post Covid-19 », publié en septembre 2020, entre 1990 et 2015, les 10 % les plus riches de la population mondiale étaient responsables de 52 % des émissions de CO2 cumulées, tandis que les 50 % les plus pauvres étaient responsables de « seulement » 7 % des émissions cumulées. Les 1 % les plus riches de la population étaient responsables à eux seuls de 15 % des émissions de CO2 cumulées. La crise climatique est aussi une crise sociale dans laquelle « ceux qui contribuent le moins au réchauffement climatique sont ceux qui en sont les plus victimes »<sup>3</sup>. Ce rapport dénonce moins les classes

(2) Walter Benjamin, *Sur le concept d'histoire*, collection Petite bibliothèque Payot, Payot, (1942) 2013

(3) Rapport OXFAM, *Combattre les inégalités d'émission de CO2, la justice climatique au cœur de la reprise post Covid-19*, septembre 2020

sages, citadines, blanches et très diplômées rêvant d'une économie décarbonée, mais non moins capitaliste — classes auxquelles appartiennent majoritairement les architectes — que l'intrication immuable entre un système de production basé sur le principe de maximisation-illimitation et l'inégale répartition des richesses.

Quand les moyens de production mondiaux se voient dans l'obligation de stopper toutes leurs activités, nous observons un impact relatif quant à la baisse des émissions de CO<sub>2</sub> d'origine fossile. Pour l'année 2020, suite à la pandémie de Covid-19, la baisse enregistrée est de 7 %. Plus prononcée en Europe (-11 %) et aux Etats-Unis (-12 %), l'effet est cependant moins observable en Chine (-1,7 %).<sup>4</sup> Il est d'ailleurs fort à parier que cette accalmie soit temporaire tant le rebond des activités à l'échelle mondiale, afin de rattraper le retard accumulé, est déjà enregistré.

Ce triste constat confirme que le moyen d'atténuer le changement climatique n'est pas d'arrêter les activités, mais bien de modifier profondément les moyens de production.

Ainsi, de cette grande entité abstraite et générale qu'est le capitalisme, dont la critique consensuelle et les appels aux solutions morales et non-partisanes dissimulent généralement la domination des intérêts des classes dominantes, le présent inventaire nous autorise à corréliser la crise climatique et les inégalités sociales.

Comme le disait André Gorz, figure tutélaire de l'écologie politique et radicale auquel nous nous référerons souvent, « en partant de la critique du capitalisme, on arrive inmanquablement à l'écologie politique qui, avec son indispensable théorie critique des besoins, conduit en retour à approfondir et à radicaliser encore la critique du capitalisme »<sup>5</sup>.

Comprendre ce qu'il se joue aujourd'hui dans le débat écologiste doit nous aider à envisager les transformations nécessaires au champ architectural. Interpeller l'architecture, sa production et son impossible autonomie, inviter les architectes à refonder l'appareil critique par le truisme de l'écologie politique est indispensable tant le devenir de cette dernière, ses actuelles modalités d'actions diverses, sont intriquées aux mutations de l'art de bâtir.

Comme le suggère Maxime Chédin, le devenir politique et militant de l'écologie actuelle peut se subdiviser en deux attitudes, parfois conflictuelles, l'une réformiste, majoritaire, et l'autre radicale<sup>6</sup>. La première, en demeurant dans le cadre des démocraties libérales, tente d'imposer à l'action gouvernementale par le suffrage universel ou par des mouvements citoyens, une voie vers la transition écologique. Souvent revendiquée comme apolitique et œuvrant dans le but d'un projet commun, cette attitude, marquée par le rejet de la conflictualité, ne voit pas comme incompatible la transition écologique avec le maintien de la forme sociale capitaliste. Il suffirait de conserver « une partie des acquis de la modernité et de la technologie », voire « le gain du confort industriel », en trouvant « un équilibre entre modernité et écologie »<sup>7</sup>.

La seconde, radicale, mais que nous préférons nommer oppositionnelle, n'envisage pas la prise en compte de la problématique écologique sans une transformation profonde et structurelle des moyens de production : le remplacement de la forme sociale qui donne naissance à la catastrophe. La question stratégique devient alors essentielle, en rupture avec le statu quo pacifique théorisé par les mouvements militants citoyens<sup>8</sup>.

Même si les frontières entre ces deux attitudes sont de plus en plus poreuses, il est tout à la fois bénéfique de critiquer les points faibles de la stratégie majoritaire, qui refuse les inévitables affrontements idéologiques, politiques et sociaux qui découleront de la résistance des intérêts privés, tout comme il est salutaire d'envisager une stratégie oppositionnelle large et inclusive.

(4) *Le Monde et AFP*, 11 septembre 2020

(5) André Gorz, *L'écologie politique, une éthique de la libération (entretien avec Marc Robert)*, in *Ecologica*, Gallée, Paris, 2008, p.15

(6) Maxime Chédin, *La ZAD et le Colibri: deux écologies irréconciliables?*, in *Terrestres*, novembre 2018

(7) Cyril Dion, *Petit manuel de résistance contemporaine*, Actes Sud, Arles, 2018, p.44

(8) MALM Andreas, *Comment saboter un pipeline*, La Fabrique éditions, Paris, 2020.

### Leur écologie et la nôtre, leur architecture et la nôtre

L'architecture construit matériellement le monde capitaliste.

Pour habiter les fragments de ce monde, elle a besoin d'un sol, de moyens de travail, d'un capital fossile qui consomme des énergies pour produire de nouveaux objets, de nouvelles marchandises.

Cet état de fait, lapidaire et partisan, nous oblige néanmoins au corollaire suivant : l'architecture est à ce point incorporée aux rapports de productions dominants que son rejet est aussi impossible qu'est complaisant tout discours laudateur.

Nous pouvons, en tant que contemporains et architectes, haïr tout entier notre époque pour autant, nous lui sommes irrévocablement obligés, incorporés. Intégrer cette contradiction pour ne pas en être victime, pour ne pas suffoquer, permet de déboucher sur la préfiguration d'une transformation du statut social de l'architecte, appelé à utiliser son incorporation aux rapports de production à des fins politiques. Pour transposer l'interrogation formulée par Walter Benjamin à propos du théâtre de Bertold Brecht, seule la parfaite connaissance d'une situation interne au système de production peut amener l'architecte à s'y opposer<sup>9</sup>.

(9) Walter Benjamin, *Essais sur Brecht*, La Fabrique éditions, Paris, 2003

Si l'on tente alors prétentieusement de répondre à la vaste question posée, comment inclure le projet architectural dans le combat contre le réchauffement climatique et pour la construction d'un pacte civilisationnel plus juste et heureux, il nous faut déjà soutenir comme principe permanent, à regret, l'impossibilité de la révolution comme solution.

Depuis Manfredo Tafuri, Bernard Huet, Pierre Riboulet, ou encore Luigi Snozzi, nous savons que nous ne pouvons faire la révolution avec l'architecture, seulement pouvons-nous tenter d'en préparer les conditions d'émergence ; une révolution n'est que la libération des forces préfigurées dans les flancs de la société pré-révolutionnaire<sup>10</sup>.

(10) Martin Buber, *Utopie et socialisme*, Editions de l'échappée, Paris, (1952) 2016

Si nous devons faire le deuil de la révolution, celle du grand geste destructeur et du cortège de ses figures sanctifiées, la construction d'une révolution « déplacée » qui ne consiste pas à détruire le capitalisme mais qui se refuse à le perpétuer est à inventer.

Cette révolution se veut, pour l'exercice architectural, l'exacerbation des choix éthico-politiques sous-jacents, rendus invisibles et dépotentialisés jusqu'alors par un certain type de pratiques contemporaines faisant de l'architecture un simple outil de communication, la préfiguration d'un stade successif pour le développement capitaliste<sup>11</sup>. La problématique éthique conduit dès lors à questionner le travail intellectuel au sein des rapports marchands, interroger l'appareil théorique constitutif de nos mythes et nos outils, ce que nous appelons le travail architectural. Elle nous oblige à penser la production sociale dont nous avons besoin.

(11) Marco Assennato, *La muse inquiétante. Architecteure & société* chez Manfredo Tafuri, Editions Mix, Paris, 2019, p.183

Elaborer une éthique des œuvres suppose d'abord, pour les architectes, de rompre avec l'ensemble des représentations d'autonomies qui masque la réalité du monde social, à détruire les mythes impuissants et inefficaces qui les fascinent encore.

Si l'autonomie disciplinaire est un rêve nostalgique, l'architecture peut néanmoins acquérir, comme le suggère Bernard Huet dans son *Petit manifeste pour célébrer la nouvelle année*<sup>12</sup> publié en 1975, une certaine autonomie par rapport aux buts qui lui furent assignés : l'élaboration et la reproduction de l'idéologie dominante (en l'occurrence celle de la bourgeoisie au XVe siècle en Italie). En refusant sa prétendue extériorité au mouvement objectif des classes sociales et à la déshumanisation du système économique, l'architecture affirme son potentiel politique puisque la défense du monde vécu n'est pas simplement une aspiration sectorielle, locale, ou encore individuelle, mais se révèle conforme à l'intérêt général de défense du monde social et vivant. Non plus l'éclipse de la politique et le triomphe de l'économique, mais au contraire « l'aptitude à reformuler les contraintes et contingences dans un langage architectural esthétisé »<sup>13</sup> et révolutionnaire.

(12) Bernard Huet, *Petit manifeste pour célébrer la nouvelle année*, in POMMIER Juliette, Huet, *De l'architecture à la ville*, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Belleville, Arguments, Paris, 2020

(13) Véronique Biau, *Les architectes au défi de la ville néolibérale*, Éditions Parenthèses, Marseille, 2020, p.47

Pour un architecte, échapper aujourd'hui à la réduction de sa production comme simple affaire technico-financière lui impose d'affronter consciemment un certain nombre de questions, à commencer par le processus de fabrication de son travail.

Le jugement éthique des moyens de production des œuvres a une place centrale dans l'évaluation de celles-ci ; la question des outils, leur sédition et leur devenir collectif, nous permettent de poursuivre l'analogie avec l'écologie politique commencée plus haut.

Pour André Gorz, l'inversion des outils est une condition fondamentale au changement de société.

Au contraire des aspirations du mouvement ouvrier des années 1970 visant à l'appropriation des moyens de production, Gorz en appelle au contraire à leur subversion, tant leur participation à la domination des humains et de la nature est grande. Il est illusoire de penser qu'une quelconque invention scientifique ou technique infléchirait nécessairement les transformations productives dans une direction tant « le capitalisme ne développe que les techniques conformes à sa logique et compatibles avec sa domination. Il élimine les techniques qui ne consolideraient pas les rapports sociaux en vigueur, même quand elles sont plus rationnelles au regard des buts à atteindre »<sup>14</sup>.

(14) GORZ André, *Ecologie et liberté*, Galilée, Paris, 1977, p.31

Subvertir les outils de l'architecture équivaldrait à repenser collectivement les institutions qui participent à sa production et sa répartition, à ne pas se satisfaire d'une architecture de l'exemplaire où le bois, la pierre, le pisé seraient érigés en fétiche impuissant.

A quoi bon l'insigne architecture si les conditions de sa production reproduisent les mêmes conditions de domination du monde social et vivant ? A quoi bon la belle architecture si l'objet produit est le fruit de l'exploitation salariale d'une main-d'œuvre dont les aspirations ne correspondent plus à la réalité du métier ? Bâtir sur des moyens éthiquement estimables est une réussite, mais bâtir sur des moyens éthiquement douteux est un défaut architectural.

C'est ici que la refonte des catégories d'architecture, de travail et d'écologie se confondent pour élaborer une nouvelle production sociale, un nouvel écosystème d'idée, une société « où les individus, librement associés en vue de buts communs, auraient le maximum d'autonomie individuelle et collective. [...] Cela suppose évidemment la subversion non seulement de la propriété, mais aussi de la nature des techniques de production, des moyens de production, des formes de collaboration productive.<sup>15</sup>» Sans la lutte pour des technologies différentes, la lutte pour une société différente est vaine.

(15) GORZ André, Extrait du paragraphe *Socialisme ou Ecofascisme*, in *Ecologie et politique*, Editions du Seuil, Paris, 1978, p.95-104

L'organisation de nos institutions, de nos modes de production est toujours affaire de choix politiques, à déterminer collectivement selon un impératif de satisfaction des besoins sociaux.

À défaut d'y répondre collectivement, on laisse le marché et les processus individuels juger seul du contenu légitime de la production. C'est alors l'émergence d'une architecture aristocratique, réservée aux seuls initiés, privilégiés, qui possèdent les dispositions et libertés financières, de critique, de créativité leur permettant d'initier le changement ou non. Cette architecture rend la venue du politique incertaine, et risque de se couper des classes sociales fragilisées par la contrainte économique dont les aspirations paraissent étrangères ou éloignées de l'architecture frugale et vertueuse.

C'est donc, pour reprendre les mots du poète italien Franco Fortini, « l'histoire de ceux qui ont décidé, seuls, de ne pas être seuls »<sup>16</sup>, qui permettra à l'architecture de répondre aux problématiques de son temps : ralentir sur les ruines de la pratique ; sur la ligne de la politique et de la théorie, accélérer collectivement.

(16) Citation recensée dans l'ouvrage de ATZEI, Patricia, *Nous sommes embarqués. La politique, le pari*, Editions Nous, Paris, 2019

# L'écologie en architecture n'est-elle qu'une question de construction ?

03

Jean-Michel Lavigne

Architecte DPLG

*Après avoir massivement ignoré les questions écologiques pendant des décennies, les architectes français semblent s'être soudainement rendu compte de l'urgence et de la gravité de la situation actuelle. Bien que de nombreuses écoles d'architecture fassent encore de la résistance, les concepts de réemploi, d'économie circulaire, de matériaux biosourcés ou de bilan carbone sont désormais familiers pour la plupart des jeunes architectes. Depuis quelques années, différents groupes, collectifs et mouvements se sont agrégés autour des problématiques écologiques et, a priori, on ne devrait que se féliciter d'une telle effervescence. Néanmoins, les innombrables compromissions et l'absence de positionnement politique de ces nouvelles tendances les rendent souvent inconsistantes, voire contestables, si ce n'est dangereuses.*

(1) Nicolas de la Casinière, *Les prédateurs de béton, enquête sur la multinationale Vinci*, Libertalia, 2013

(2) Emeline Cazi, « Rénovation énergétique : Saint-Gobain à la tête du groupe de travail sur les politiques publiques », *Le Monde*, 2 septembre 2020

Dans l'histoire des politiques de construction françaises, le lien organique qui unit la classe politique aux intérêts des entreprises capitalistes n'est plus à démontrer. Depuis la loi Loucheur<sup>1</sup> jusqu'au récent plan de rénovation thermique trusté par Saint-Gobain<sup>2</sup>, le conflit d'intérêts a toujours été la norme (NF). En revanche, le rôle des architectes dans le développement historique de l'industrie capitaliste est bien moins connu. Malgré les quelques pistes d'explicitation données par Manfredo Tafuri dans les années 60-70, le sujet semble avoir été relégué aux oubliettes.

Pourtant, aujourd'hui plus que jamais, il semble nécessaire de réexposer toutes les manières par lesquelles les discours et les pratiques des architectes s'inscrivent, consciemment ou non, dans les logiques d'expansion et de consolidation du capitalisme industriel et financier. Pour ce faire, on peut s'appuyer sur l'analyse de deux tendances qui semblent particulièrement représentatives de l'engagement récent des architectes en faveur de l'écologie : le Réemploi et la Frugalité.

Dans ces deux tendances, l'écologie est appréhendée à travers le prisme de la construction, des matériaux et de leur mise en œuvre. Réemployer un matériau déjà usité ou avoir recours à un matériau « naturel » (peu transformé) reviendrait à réduire la consommation de ressources et d'énergie, à limiter la production de déchets, et donc, à préserver la planète. « Penser global, agir local » pourrait être le mantra de toutes ces tendances, du Bellastock à la Frugalité heureuse et créative, de *Architects declare* à Amaco et Craterre, en passant par le Réseau EnsaEco, Anatomies d'architecture, et bien d'autres encore.

En revanche, on n'entend rarement (jamais ?), dans les discours de toutes ces organisations, d'appels à démanteler l'industrie cimentière, à stopper net l'artificialisation des terres, à dé-financiariser la production du logement, à interdire la prolifération d'immeubles de bureaux qui resteront vides, bref, à freiner puissamment et durablement cette machine infernale qu'est l'industrie du BTP et de l'immobilier. Ces revendications, que certains pourront juger « peu réalistes », correspondent pourtant au niveau d'exigence minimal que l'on est en droit d'attendre de la part d'organisations qui prétendent agir dans la lutte écologique. Construire en terre, en paille ou en matériaux recyclés n'a aucun sens si cela revient à reconduire les mêmes ZAC sinistres, les mêmes centres commerciaux obscènes et les mêmes villages olympiques mort-nés. L'objectif de décroissance, qui ne signifie rien d'autre qu'une forme de sortie du *capitalisme*<sup>3</sup>, devrait donc devenir l'horizon commun de toutes celles et ceux qui veulent lutter contre le désastre écologique actuel.

Les Réemployeurs et les Frugaux-heureux pourraient objecter qu'ils s'intéressent à des problèmes de construction et de mise en œuvre, tandis que nous soulevons ici des enjeux

(3) Frédéric Lordon, « Problèmes de la transition », *La pompe à phynance*, 16 mai 2020

liés à la programmation, à l'urbanisme et à la planification. Les terrains de lutte se situent sur des échelles différentes, mais complémentaires. Il n'y aurait donc ni incompatibilité, ni contradiction entre nos positions respectives ; la discussion s'arrêterait là.

Cependant, cette forme de réconciliation rapide reviendrait à faire fi d'une deuxième question, autrement plus épineuse : celle de la *récupération*, par les acteurs capitalistes, de tout l'effort de recherche, de publication et de vulgarisation mené par ces groupes d'architectes écolos. En effet, pour mieux désamorcer les critiques qui leur sont légitimement adressées, les majors du BTP doivent sans cesse reverdir leur image publique en soutenant, ici et là, quelques petits projets exemplaires portés par l'économie sociale et solidaire. Ce soutien, comparable à une forme de mécénat, est bien sûr non rentable sur le plan financier, mais très profitable sur le plan symbolique<sup>4</sup>.

(4) Ainsi, le groupe Eiffage – mis en cause en 2018 pour ses petits arrangements avec Daesh – redore son image à peu de frais en soutenant le concours étudiant d'architecture « sobre et engagée » Impact, inspiré du Manifeste de la frugalité heureuse et créative.

(5) Marie-Noëlle Frison, « Des grands noms de l'immobilier s'engagent pour le réemploi des matériaux », *Le Monde*, 18 septembre 2020

(6) Aldo Poste, « Le retour à la terre des bétonneurs », *Terrestres*, 2 novembre 2020

(7) Antoine Calvino, « Les friches, vernis sur la rouille ? », *Le Monde diplomatique*, avril 2018

(8) Clara Simay et Philippe Simay, « L'école du réemploi : pour un Green New Deal de la construction », *Métropolitiques*, 29 juin 2020

(9) Éric Lapiere, exposition à la Triennale de Lisbonne, 2019

Ainsi, les micro-projets de réemploi soutenus par Bouygues, Vinci ou BNP<sup>5</sup> offrent un exemple flagrant de cette récupération de pratiques ancrées à l'origine dans des modes de production vernaculaires ou dans des contre-cultures marginales. Les recherches sur la construction en terre, comme l'a montré un article récent paru sur *Terrestres*<sup>6</sup>, font également l'objet de toutes sortes de perversions et de dévoiements. Il en va de même pour la construction-bois et sa colonisation progressive par les filiales de majors du BTP comme Arbonis (filiale de Vinci) ou WeWood (filiale de Bouygues). Quant au phénomène d'institutionnalisation du squat par les promoteurs publics et privés, assistés par leurs « architectes frichiers », il a déjà été maintes fois analysé<sup>7</sup>. Dans toutes ces opérations de *greenwashing* – sans aucun impact global sur les courbes d'extraction, d'émissions et de pollutions – les architectes écolos sont souvent aux avant-postes pour transformer les pratiques artisanales, low tech, non capitalistiques, voire anticapitalistes en nouvelles sources de profit symbolique ou financier.

La collaboration au verdissement du système économique actuel et l'appel à un *Green New Deal*<sup>8</sup> n'étant pas une voie crédible pour sortir de l'impasse écologique, il nous semble fondamental que les architectes s'allient aux fronts écologiques *radicaux* - c'est-à-dire décroissants, anticapitalistes et antiproduktivistes – pour s'attaquer non plus aux symptômes de la catastrophe, mais à ses causes profondes. Plutôt qu'une meilleure circulation des déchets de construction, nous avons surtout besoin d'un véritable contrôle démocratique sur les projets de démolition et d'extension. Plutôt qu'une « économie de moyens »<sup>9</sup> et une « frugalité » rimant avec austérité, nous revendiquons une réelle mise en commun des biens, des richesses et des moyens de production. Plutôt que d'encourager le pullulement de *start-up* du développement durable, nous devons réinterroger toutes les divisions du travail existantes.

Le défi d'une architecture réellement écologique ne peut se réduire à une question de matériaux de construction. Elle ne peut non plus se dispenser d'une analyse objective des rapports de force en présence dans le secteur du bâtiment. En appeler à la « sagesse » des industriels du ciment, construire des micro-utopies aussi vertueuses qu'exceptionnelles, toutes ces actions désespérées ne permettront pas de renverser les structures productives responsables de la catastrophe en cours.

Il est grand temps désormais de reconnaître la dimension nécessairement conflictuelle de toute lutte écologique et de s'y engager avec lucidité et détermination.

Quel est le point commun entre :

- Le décès de « mort naturelle » de 2700 travailleurs migrants sur des chantiers au Qatar.
- Un palais d'or pour la justice française pour un coût total de 2.35 Md€.
- Un aéroport géant érigé à la gloire de l'autoritarisme du Parti Communiste Chinois.
- Un appartement loué 10000\$ par mois à Manhattan.
- La construction d'une fondation dédiée au luxe à 114285€ du m2 à Paris.
- Un siège social californien visible depuis la stratosphère.
- Et un secteur de la construction à l'origine de 40% des émissions de CO2 au niveau mondial ?

Cette liste est non exhaustive, mais laissons un petit moment cette question en suspens, nous y reviendrons un peu plus loin.

Car pour l'heure, si la frugalité était une discipline olympique et si le milieu de l'architecture contemporaine était une nation, cette dernière, pourtant habituée aux concours ne serait certainement pas conviée à entrer en compétition, nous pourrions ainsi lire en verdict dudit rejet : « influence encore trop néfaste sur l'humanité ».

Mais le milieu de l'architecture ne serait pas le seul à se voir refuser l'accès à concourir.

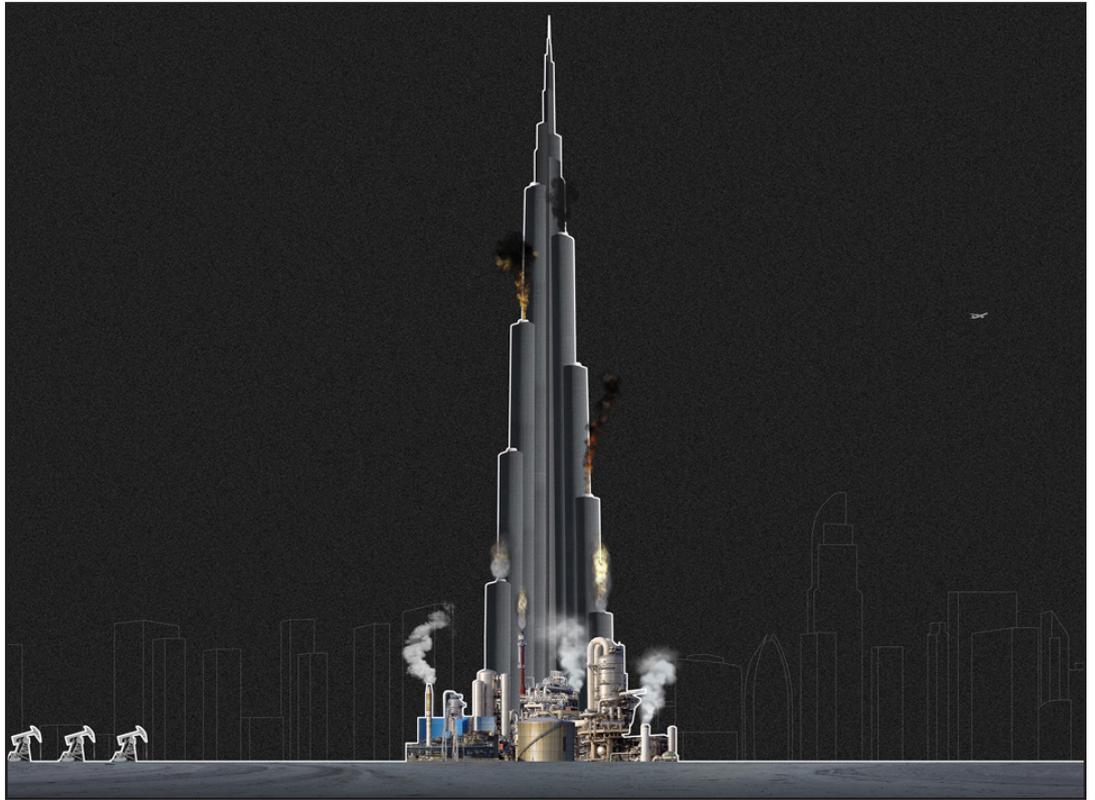
Le comité olympique rejeterait également les candidatures d'une majorité d'acteurs aux manettes du secteur de la construction, des responsables des politiques publiques et institutionnelles, du milieu financier, de la promotion immobilière, des lobbies industriels, des communicants etc. Tout ce beau monde n'aurait probablement pas l'occasion de brandir la flamme dans un stade survolté, du moins pas encore et pas dans l'état actuel des choses.

Mais pourquoi diable cette image subliminale ?

Parce que faire acte de frugalité n'est pas chose aisée dans le domaine de la construction. Mais aussi parce que « L'architecture est un sport de combat » titrait un jour un expert en placement de produits cimentiers, ce qui n'est certes pas totalement faux, mais ce n'est pas totalement vrai non plus. Au même titre que l'urbaniste, l'aménageur, le paysagiste etc., l'architecte choisit le combat qu'il veut mener. Ce professionnel indispensable au maintien des rapports de domination de la classe dirigeante et de la pérennisation du modèle capitaliste est sujet à une schizophrénie chronique. Entre, œuvrer pour le bien de la communauté et au service des sujets tout en gagnant en prestige et en patrimoine au service du prince.

L'architecture contemporaine, qui représente en quelque sorte une synthèse constructive du monde, est à bien des égards un formidable indicateur de l'état de santé de notre société. Il n'est donc pas étonnant de constater que les métiers qui la produisent sont sujets à certaines déviations. Mais le mal généré par le milieu de l'architecture, à travers tout le secteur de la construction n'est pas qu'à l'origine d'une défaillance systémique ou le résultat de choix étatiques et politiques douteux. Ce mal n'est pas non plus qu'à l'origine d'une dépossession d'un savoir-faire originel ou du poids croissant des contraintes réglementaires et techniques chez les architectes.

En effet, ce mal est avant tout de l'ordre de l'intime, il est intrinsèquement lié à la responsabilité de chaque individu, à la responsabilité de chaque partie prenante d'un projet. « Dis-moi pour qui tu travailles et je te dirais qui tu es », un adage un peu simpliste sur le papier mais néanmoins assez révélateur pour notre « petite étude des tendances dans



le milieu ». En effet, je choisis en toutes connaissances de causes de contribuer à tel ou tel projet. Je connais l'impact de mes décisions et celui de ma conception sur toute la chaîne de production. Je connais l'impact de mon positionnement socio-politique sur le territoire où j'interviens et *in fine* sur la société tout entière.

Tout est question de choix ;

Il y a malheureusement dans le monde des régimes despotiques et fascistes qui tuent, oppriment et bafouent les libertés individuelles de populations entières. Je peux faire le choix de mettre mon image, mes compétences et celles de mon agence au service d'un projet de construction pour l'un de ces régimes. Soit, mais cela ne signifie pas que j'offre une forme de libéralisme progressiste à des décideurs en quête de démocratie. Cela s'apparente plus à une forme de cynisme, et à la signature d'un pacte avec le diable. Après tout, je choisis en pleine conscience d'être au service de pouvoirs répressifs. Je favorise leur rayonnement puis j'accepte leurs rétributions financières, pour au final, gonfler mon portfolio de « références exotiques ». Loin d'être une approche binaire et rigide s'évertuant à faire la part entre les bons ou les mauvais commanditaires, c'est bien de manque d'intégrité dont je parle. Mais pourquoi voire le mal partout me direz vous ? Une bonne architecture a « toujours » la capacité d'influer positivement sur son environnement, même dans les pires contextes socio-politiques, c'est historiquement prouvé...

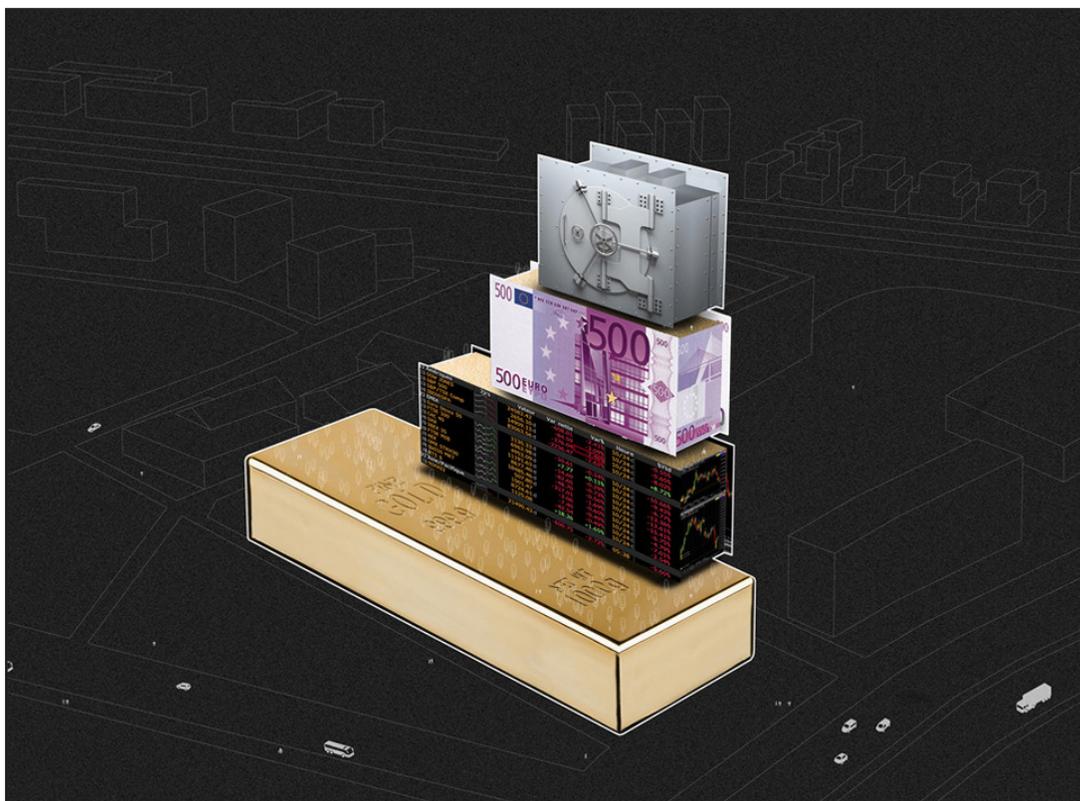
On le sait, les « grands projets » excitent les hommes depuis la nuit des temps. Parfois, je fais le choix d'honorer l'un d'eux, ou plutôt l'un de ces placements financiers, d'ailleurs souvent à vocation culturelle, j'honore cette commande qui coûtera plusieurs centaines de millions d'euros aux contribuables. Une commande qui absorbera des pans entiers du budget d'un territoire et me donnera l'occasion de produire « le » symbole à vocation patrimoniale tant désiré. Je n'ai pas vraiment rendu un service à la communauté en offrant un ancrage identitaire pour un lieu qui en manquait à l'origine. J'ai dévasté une partie du tissu social local et je me suis auto-attribué un devoir de mémoire en posant dans le paysage un objet commémorant le pouvoir de mon commanditaire. J'ai plutôt cédé à une forme d'égoïsme et d'asservissement. Comme beaucoup (trop) avant moi, j'ai imposé une monumentalité sur un territoire, le reflet d'un désir irrésistible de marquer mon temps et mon passage parmi les hommes. Mais comme le dit très bien le sociologue Jean-Pierre Garnier : « *je laisserais tout au plus une trace dans l'espace à défaut d'en laisser une dans l'Histoire* ».

Comme toute entreprise, je dois payer mes factures, mes employés, mes frais de déplacement etc., rien d'incroyable vous me direz. Mis à part quand je les paye à l'aide de pétrodollars des pays du Golfe car je leur ai construit leur dernier projet (sans mauvais jeu de mots) « pharaonique ». Hormis alimenter mon chiffre d'affaire, j'ai aussi contribué au fait que des milliers d'ouvriers, migrants, déracinés de leurs familles, payés trois euros par jour et travaillant dans des conditions sanitaires déplorables soient venus perdre au mieux, leur dignité, au pire, leur vie sur mes chantiers. Je sais pourtant que ce type de projet n'aide pas ces régimes autoritaires à accéder à la démocratie et de pauvres hommes à une source de revenus décentes. Mais c'est toujours la même ritournelle, depuis la servitude dans l'Égypte antique jusqu'à aujourd'hui, alors pourquoi ne pas faire perdurer cette longue tradition de domination ? Après tout, l'argent est là, et même si c'est au détriment d'humains travaillant de près ou de loin à l'élaboration de mon projet, j'ai des factures à payer moi ! Mais peut-être qu'à défaut d'être une personne responsable, devrais-je dès le départ être plus exigeant quant au choix de mes clients ? Juste une idée...

Johann Wolfgang von Goethe disait, je cite : « *L'architecture c'est de la musique figée* » comment ne pas adhérer à cette image empreinte de poésie ? Sauf qu'en réalité, certains archi-compositeurs ont la fâcheuse tendance à faire beaucoup (trop) de bruit dans un contexte urbain déjà inaudible. Moi, je fais ma part et je décide d'apporter une dimension esthétique, une forme, une matérialité singulière à mon bâtiment.

Là encore, je souhaite produire un « symbole », si possible identifiable grâce à son style avant-gardiste. Mais pourquoi pas ! Si ce « symbole » n'est pas hors de prix, énergivore et ostentatoire pour le regard du passant et de tout un quartier. Car en effet, et bien trop souvent, ma démarche ne s'apparente pas vraiment à un don de créativité pour le bien commun et pour la « mixité » d'un lieu. En agissant de la sorte, je fais plutôt acte de mémoire vide par la gesticulation et j'affirme un peu plus encore le caractère spéculatif de ma profession au travers de mon projet, devenu objet. J'installe dans le paysage un produit de consommation à grande échelle, à des fins de communication pour mon client, mais surtout pour alimenter le panel de mes références constituant, « mon œuvre ». Finalement, « ce placement de produit » n'est-il pas une représentation supplémentaire d'un narcissisme civilisationnel dont je suis (aussi) le vecteur, voire le publicitaire ?

L'une des définitions du mot mégalomanie est la suivante : « Comportement pathologique caractérisé par le désir excessif de gloire et de puissance ». Je ne vous apprend rien quand je vous dis que certains architectes célèbres (et moins célèbres aussi) en sont dangereusement atteints. En effet, certains font le choix de mettre leur génie au service de projets à la saveur particulière. C'est mon cas, moi qui construis un siège social californien, visible depuis la stratosphère ou participe au pathétique concours du phallisme des tours dans nos métropoles.



Ça l'est aussi, quand moi, « visionnaire » je propose mes services pour créer le *masterplan* de la planète Terre.

Visiblement je n'ai pas encore compris que passer un certain âge, il est temps d'enlever mon déguisement de Superman et de m'habiller un peu plus « simplement ». Ne serait-ce pas le moment de rompre définitivement avec la mégalomanie de certains hommes (à défaut de la soigner) ? De rompre avec ces pensées et ces projets purgés de toute rationalité ? Baser notre présent sur le gaspillage du bien commun et rompre notre lien déjà si fragile avec ce qui constituera le patrimoine de demain, c'est faire que notre futur ne soit bâti que sur de dangereuses démonstrations de « grandeur » et de développement individuel. Au détriment pur et simple de la logique collective.

Il y a certaines personnes qui trouvent ça « cool », la vision d'un futur où nous pourrions déambuler dans une jolie Smart City généreusement végétalisée, se faire livrer son dernier téléphone portable via un drone et circuler aux manettes d'une jolie voiture autonome (neutre en carbone bien sûr). Finalement, la vision d'un ghetto de riches optimisé par le big data. Soit, je fais de l'architecture, j'ai un « esprit novateur » ! Je fais donc le choix de plancher sur ce type de projets. Plus par calcul que par conviction, c'est surtout parce que mon prévisionnel me démontre que ce type de commande va me faire gagner un max d'argent à l'avenir ! Je me vautre donc dans les chimères de la Greentech pour satisfaire mon appétit et celui de cette formidable « nouvelle ère industrielle ». Le dernier modèle imaginé par un capitalisme toujours plus en quête d'influence. N'est-ce pas là une approche ne visant qu'à générer de nouveaux marchés industriels et à accentuer l'avènement d'un monde Orwellien ? En tout cas, certainement pas l'état d'esprit requis pour faire face de façon pertinente aux enjeux de

notre époque, notamment en matière d'écologie et d'économie de ressources. Mais l'avenir le démontrera tôt ou tard, en espérant que ça ne sera pas trop tard...

Le monde est un marché où le secteur de la construction occupe un très large étalage. J'ai une agence et je fais parfois le choix de vendre certains de mes produits à mes clients, souvent très riches bien évidemment. Je peux proposer d'éventrer la montagne du désert pour y loger le « resort » d'une clientèle fortunée. De construire le rutilant aéroport. De bâtir le programme mixte d'un centre commercial et de plateaux de bureaux (et en bois, s'il vous plaît, c'est plus consensuel !). Je peux produire l'équipement à la gloire du groupe coté en bourse. Proposer la façade en béton haute performance pour habiller le musée ou même créer le quartier de logements standardisés selon les prescriptions des lobbies industriels. J'accepte de contribuer à ces « marchés », alors que la société attend de moi que je change radicalement ma pratique de la construction. Mais qu'à cela ne tienne ! En toute schizophrénie, mon agence et moi-même signons publiquement une charte afin de nous mobiliser face à l'Urgence Climatique, Sociale et Écologique. Je ne sais pas si les termes hypocrisie et abdication sont les plus adaptés dans ce cas précis mais plaider pour un développement à faible émission de carbone et respectueux du vivant tout en bétonnant allègrement notre environnement, c'est soit un manque de courage, soit de la folie pure et simple (ou bien les deux) ?

Tout est question de choix donc, de responsabilité individuelle et bien évidemment d'intégrité. Mais trêve de litanie. Revenons plutôt à notre question principale, quel est le point commun entre toutes nos énumérations de départ ?

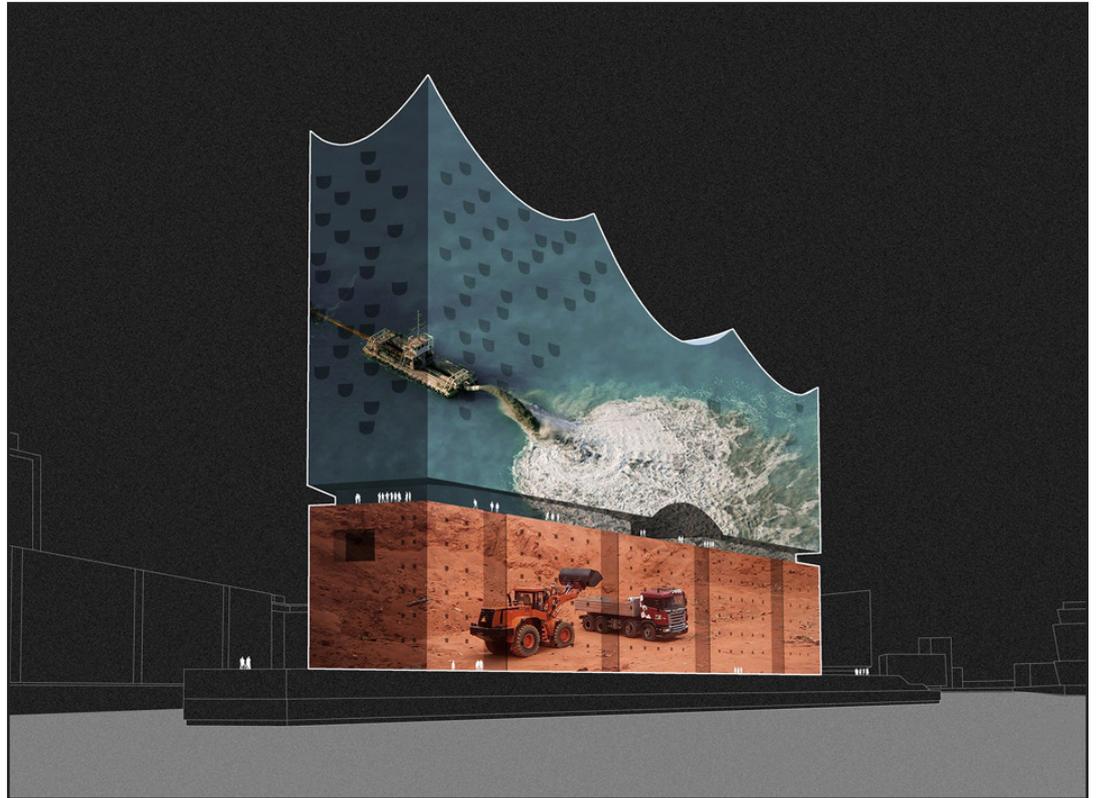
### **Réponse : le début d'une nouvelle ère !**

Car malgré toutes ces « taches » dans l'histoire de l'architecture et de la construction et à l'ère du capital roi, ce qui rend d'autant plus compréhensibles nos déviances, il va falloir composer avec cet héritage. Après tout, on en a vu d'autres, l'art de bâtir naquit avec le monde, les bâtisseurs et leurs erreurs avec. La plupart des architectes ne deviendront pas des disciples de Gandhi ou de Lao Tseu, et on ne pourra pas aider certains hommes à s'arracher de leur propre contemplation, ou à leur patrimoine, ni même à leur volonté de marquer l'éternité à l'aide de leurs projets.

On ne va pas non plus surestimer la capacité de l'architecture à influencer positivement sur la vie de la cité ou même chercher notre salut dans l'idéologie de la spatialité. Changer la ville pour changer la vie est une vision qui n'a plus trop de raison d'être dans un secteur où le culte de la personnalité, l'utilitarisme technique et le productivisme industriel sont en train de tout dévorer, bloc par bloc. En effet, un secteur qui pèse 40% des émissions de CO2 au niveau mondial, qui pille les ressources physiques de la planète et contribue toujours un peu plus à creuser le fossé entre les pauvres et les riches. Ce secteur a la responsabilité de faire évoluer ses pratiques. C'est peu de le dire car c'est bel et bien un écocide qui est à l'œuvre, et les « grandes » agences d'architecture en sont pour partie responsable !

Il y aurait encore beaucoup à dire. Mais une fois que nous avons tenté de déterminer les origines du mal, et pointer du doigt les mauvaises pratiques, il serait opportun d'être force de proposition, et d'aller la chercher cette tant désirée frugalité !

De manière plus concrète, est-il possible de faire évoluer « en profondeur » le secteur de la construction vers des pratiques respectueuses pour la planète et d'imaginer un véritable « New deal » pour les architectes et le secteur du BTP ? Pourrions-nous concilier à la fois les caractéristiques de notre système actuel basé sur la croissance, le productivisme, le confort pour les plus riches et à n'importe quel prix avec des objectifs plus souhaitables qui sont, la baisse des nuisances environnementales, la baisse des inégalités sociales et une répartition



équitable des richesses, des ressources planétaires et des biens matériels ?  
Tout en répondant aux besoins vitaux de 10 milliards d'humains à l'horizon 2050, notamment en matière de qualité de vie et d'emploi ?

Aussi, et à l'échelle planétaire, pourrait-on imaginer que le secteur du BTP fasse enfin sa part pour réduire la hausse de température globale bien en dessous de 2°C (l'objectif de l'accord de Paris), ce qui amènerait à réduire à minima ses émissions mondiales de gaz à effet de serre par trois d'ici à l'horizon 2050, tout en restant sur un modèle basé sur la croissance ?

Dans l'état actuel des choses, la réponse est non. Ce sont bels et bien des contraintes physiques qui empêchent toute conciliation possible entre, une architecture au service du pouvoir capitaliste, et les enjeux de notre siècle en matière de gestion de l'urgence climatique, sociale et écologique. Ces enjeux qui comme on le sait sont directement liés à nos modes de vie, il est physiquement impossible de concilier une trajectoire sous 2°C de réchauffement planétaire et un modèle basé essentiellement sur la croissance (*voir les chiffres de l'OCDE, les rapports de The Shift Project etc.*).

En schématisant, pour obtenir notre énergie primaire, il nous faut des machines pour extraire la matière première (à 90% issue du fossile) puis pour la transformer. Pour que d'autres engins puissent produire des espaces urbains, des bâtiments et toutes leurs infrastructures, il faut qu'elles consomment du charbon, du pétrole, du gaz, de l'électricité, etc. Plus nous produisons de l'architecture, des bâtiments, des espaces urbains, plus nous consommons de l'énergie, plus la croissance augmente, plus notre patrimoine augmente, plus le PIB

augmente, plus le prestige de certains hommes augmente... mais malheureusement le CO2 augmente aussi et les désastres sociaux et environnementaux que nous connaissons avec ! L'économie (économie « verte » de la Greentech incluse) et les émissions de gaz à effet de serre évoluent sur la même courbe, rester sur un modèle de croissance économique et de prélèvement des ressources non renouvelables, donc, continuer à construire et à produire tout un tas de projets et d'objets aussi beaux soient-ils, c'est creuser encore un peu plus notre dette socio-environnementale. On nous le répète pourtant depuis longtemps ; souvenir d'un certain Club de Rome en 1968... Plus nous croissons et construisons, plus nous augmentons notre dépendance aux ressources fossiles plus nous serons vulnérables quand ces ressources se raréfieront (ce qui a déjà commencé), c'est inéluctable. La croissance perpétuelle ne nous permettra pas d'éclipser le soleil pour nous éviter d'avoir chaud ! (Désolé de te décevoir, ô, toi, admirateur(trice) de la géo ingénierie).

Le monde à sa finitude et les lois de la physique sont impénétrables, un ralentissement de la croissance est de toute façon déjà à l'œuvre et nous allons le subir. Pas étonnant quand on sait que pour subvenir aux besoins actuels de l'humanité, il faudrait en réalité 1,6 planète Terre. Une nouvelle ère, un new deal, c'est bien joli, mais à quel prix et de quelle manière ? Devons-nous entrer dans des schémas d'évolution liberticides pour répondre aux enjeux de la planète ? Probablement que oui.

Dans une optique de ralentissement de la croissance choisi plutôt que subi, il me semble que commencer par définir précisément ce que sont « nos besoins essentiels » serait un bon début. Le monde compte actuellement aux alentours de 3.5 millions d'architectes en activité qui produisent quotidiennement l'architecture dont nous avons besoin, mais aussi celle dont nous n'avons pas où jamais eu besoin. Avons-nous besoin de la Smart City ? Du musée d'histoire naturelle flamboyant neuf ? De la tour de trois cents mètres de hauteur ? De l'aéroport à 12 Md€ ? De la rutilante philharmonie ? Des gesticulations architecturales des grands ensembles immobiliers ? etc.

Car pour éviter d'empirer une situation déjà critique, l'action à venir devra inévitablement se trouver au carrefour de la décroissance volontaire, (et sur tous les plans : construction, mobilité, loisirs, etc.), de la réhabilitation du patrimoine existant en favorisant les filières courtes, le réemploi des matériaux etc. et de l'économie sociale et solidaire entre les acteurs de la construction et les humains pour qui ils construisent !

Les grosses agences et les soi-disant « stars du métier », ont plus que jamais le devoir de montrer l'exemple à la société, aux plus petites agences, aux étudiants d'écoles d'architecture, d'ingénieurs, d'urbanisme etc. et surtout à l'opinion publique. Mais en ont-ils la capacité et en ont-ils surtout l'envie ? Il me semble qu'à défaut de vouloir changer ses propres pratiques, il est peut-être temps pour ceux qui ont abdiqué et dont le travail nuit à la société de changer de voie et penser simplement à une reconversion ? Les 7.5 milliards d'habitants actuels et les 10 milliards d'habitants à l'horizon 2050 auront besoin de bien d'autres choses que d'architecture pour vivre dignement.

Peut-être serait-il temps d'envisager une refonte complète et multilatérale des programmes inculqués au sein des écoles d'architecture et d'ingénieurs à travers la planète ? Peut-être serait-il temps d'agir collectivement et de mettre en place un véritable consortium international entre les écoles, les agences et les états qui font et pensent l'architecture quotidiennement ?



Peut-être serait-il temps d'en finir avec la mise en concurrence des professionnels via la logique des concours et des marchés publics qui développent l'individualisme et nuisent considérablement à la logique de l'intérêt collectif et à la construction d'un monde plus solidaire ?

Peut-être serait-il temps de se détourner enfin de l'architecture du pouvoir, vaniteuse, narcissique et prestigieuse dont les seules considérations sont esthétiques et économiques ?

Mais peut-être serait-il temps de faire moins d'architecture, mais mieux, collectivement et plus sobrement ?

*« On ne peut parler d'architecture que lorsque l'architecte, le maçon et l'occupant sont une unité, c'est-à-dire une seule et même personne. Tout le reste n'est pas de l'architecture, ce n'est qu'une action criminelle devenue forme. L'homme doit retrouver la fonction critique et créatrice qu'il a perdue et sans laquelle il cesse d'exister en tant qu'homme !... Pour sauver l'architecture fonctionnelle de la ruine morale, il faudra répandre sur les parois de verre propres et les surfaces lisses de béton un produit de décomposition afin que le champignon de la moisissure puisse s'y fixer. Et c'est seulement à la suite de la moisissure créative dont nous avons beaucoup à apprendre que naîtra une architecture nouvelle et merveilleuse ».*

Friendensreich Hundertwasser, « Manifeste de la moisissure contre le rationalisme en architecture ».

# Concrètement, quel est votre métier ?

05

Nadia Herman-Tamarat

Experte en Ingénierie  
Patrimoniale  
Cabinet Conseil en Dynamique  
Patrimoniale

A la vérité, il est des situations où il est extrêmement difficile d'identifier avec précision la profession de notre interlocuteur, si ce n'est que très superficiellement : par la tenue vestimentaire ou bien par l'enseigne du lieu où ce dernier exerce !

Quel est donc précisément votre métier ?

Soyons clairs : je vous parle ici de toutes ces personnes que nous côtoyons, plus ou moins quotidiennement, ou dont nous regardons avec plus ou moins de bienveillance les réalisations. L'émerveillement prédomine-t-il sur la déception ou l'incompréhension ? Il est factuel d'écrire et de dire aujourd'hui que, depuis quelques générations déjà tout le monde (ou n'importe qui) peut ou plus précisément a la possibilité d'exercer plusieurs métiers différents au cours de sa vie. Reconversion, changement de voie, vocation tardive, hasard des besoins.

Qu'en est-il alors de la longue expérience forgée sur le terrain, observée, transmise et améliorée encore et encore pour parfaire l'ouvrage ?

Comme pour passer un relais perpétuel : la cathédrale Notre Dame de Paris se dresse en témoignage de ces siècles passés, résiste au temps pour poursuivre, moderniser, perfectionner et faire perdurer cette admirable réalisation des hommes, bâtisseurs de leur époque. Que restera-t-il demain des réalisations du xxième siècle ?  
L'éphémère et le virtuel ?

C'est au pied de son mur que l'on juge le maçon. L'architecte naval, tel le philosophe, s'appuie sur ses bases solides, reçues comme un don, pour nourrir sa réflexion et projeter la réalisation de son œuvre, en apportant sa pierre à l'édifice. Il est des évidences qu'il est parfois nécessaire de rappeler régulièrement. Aurions nous volontairement oublié les fondamentaux ? Aujourd'hui, vous pouvez vous former à distance au métier de souffleur de verre ! Vé-ri-di-que ... Oui, apprendre un métier manuel par excellence, par correspondance tout seul devant son ordinateur !

Théoriquement et conceptuellement, c'est possible. S'il ne s'agissait que de validation d'acquis théoriques, pourquoi pas. Cependant, il semble qu'une autre logique soit de rigueur : les capacités intellectuelles à apprendre un métier primeraient sur l'enseignement de savoir-faire individuels, personnels, manuels et techniques. La sémantique devrait nous ramener à la raison : « diplôme » ne veut pas dire « Métier ». Pour bien des métiers, ce document administratif indispensable n'est en réalité qu'un sauf-conduit !

Le marathon parcouru à reculons en quelque sorte : Vous êtes sur le podium avant l'épreuve... Maintenant : faites vos preuves !

En 2010, le compagnonnage a été inscrit au patrimoine culturel immatériel par l'UNESCO. Il doit être protégé donc. En effet, sans nostalgie aucune du passé, ce réseau est néanmoins perçu parfois comme désuet alors qu'il défend « les identités par le métier ». Lorsque je déclare : « je suis architecte », j'exprime deux notions : mon identité et mon métier qui se confondent. La transmission de savoir-faire est fondamentale : j'exerce un métier donc je sais faire. Que sais-je faire précisément ?

Les métiers ont progressivement été « intellectualisés » et ont vu se diluer leur essence même. Une compétence reste toutefois exprimée par sa finalité : la capacité à faire quelque chose, exprimée par un verbe d'action et validée par le « chef-d'œuvre de maîtrise » démontrant l'aptitude acquise.

L'intelligence artificielle n'est pas, pour l'instant, dotée de mains ni du sens du toucher. Que serait la chimie sans les expériences ratées qui aboutiront à de grandes découvertes ? La cuisine sans les recettes approximatives sans cesse améliorées jusqu'à la perfection et l'éternité ? Le violoniste sans ses langoureuses murmurations de canards avant l'apothéose ?

Comment donc former à un métier que l'on n'exerce pas soi-même ? Même s'il ne s'agit que de l'une de ses composantes. N'est-il pas judicieux de démontrer le lien entre la matière enseignée et l'exercice quotidien de la profession ? Même dans le cadre d'un cursus d'enseignement très généraliste, il est intéressant d'en appréhender les applications.

S'il suffisait d'imaginer un monde parfait où tout serait possible pour tous, nous tous qui aurions tous les talents ! Choisir c'est aussi et surtout renoncer, s'abstenir et se restreindre en fonction de ses propres capacités, de ses propres inaptitudes. Grandir soi-même en se concentrant sur ses fondamentaux.

Transmettre son propre métier, avec ses contraintes, ses difficultés, son long apprentissage et ses savoir-faire relève d'une gageure : mettre dans les mains d'autrui le métier que le professionnel a mis des années à maîtriser, à aimer, à perfectionner. Ressentir les choses est individuel, personnel, propre à chacun. Certainement pas de manière artificielle ou virtuelle.

D'où la question primordiale : ne faut-il pas avant tout transmettre l'essence même de ce métier ?

L'engouement exceptionnel et mondial pour l'actualité de Thomas PESQUET, en direct sur les réseaux sociaux, est une illustration parfaite et très contemporaine de ce besoin de revenir aux fondamentaux : montrer la réalité de l'exercice d'un métier.

Il n'est pas sans pratique.

Nous comprenons combien il faut de courage, de souffrance dans ses chairs, de détermination, et de passion pour s'approcher au plus près des étoiles et atteindre son objectif. Cet objectif qui deviendra la base de départs d'autres et d'autres encore tout au long de sa vie.

Il en va de même pour tout métier, certes plus terre à terre, mais dont chacun doit rêver avec fierté, les yeux rivés vers les étoiles en général, vers la plus belle étoile en particulier, celle que chacun s'est personnellement choisie, appropriée, le regard pétillant et étincillant.

L'essentiel est bien le long chemin emprunté en suivant son étoile.  
Que 2021 en trace les prochaines empreintes...

Pierre Gencey

Pierre Gencey, géologue de formation (Paris-7/ENSMP/IFP), guide-conférencier (VPAH) ; chercheur indépendant, auteur de publications sur l'histoire culturelle et matérielle de l'architecture, des arts décoratifs et du design après la Seconde Guerre mondiale; chargé de la muséographie (choix d'ameublement) et des expositions provisoires dans *l'Appartement témoin Perret* (2006-2017), équipement muséographique associé à l'inscription « Le Havre, ville reconstruite par Auguste Perret » sur la Liste du Patrimoine mondial (2005).

Face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, la question « Comment faire ? » se pose légitimement à chacun d'entre nous. Mais tout le monde a-t-il les moyens d'y répondre ? Notre niveau de technologie permet d'obtenir tant de résultats brillants, faut-il interroger ceux qui n'en maîtrisent pas les rouages ? Design et architecture - qu'une tradition hiérarchique française m'oblige à distinguer - disposent aujourd'hui d'une infinité de possibilités, allant des petits appareils ménagers connectés jusqu'aux vastes *smart cities*. Tant de solutions apparaissent. Les objets se dotent de capacités quasi-cérébrales et vont bientôt communiquer entre eux grâce à la 5G. D'un point de vue technologique, les concepteurs d'aujourd'hui peuvent légitimement se sentir tout-puissants et, par conséquent, capables de résoudre les délicats problèmes qui s'annoncent dans l'avenir, à condition qu'ils parviennent à faire comprendre leurs choix.

Et pourtant, qu'en est-il à plus petite échelle ? Si je m'éloignais de l'univers urbain branché pour interroger un individu déconnecté... Je le rencontre au milieu des bois, lors d'une séance de cueillette de champignons. Il me faut pour cela braver certains interdits, car les périodes de pousse se corrélaient aux pics de Covid-19 ; suite aux confinements, il était interdit de sortir pour ramasser les morilles ce printemps, les cèpes cet automne, les chanterelles cet hiver... Ne nous égarons pas, souvenons-nous : pour se promener durant la première de ces trois périodes, il fallait braver les hélicoptères de la gendarmerie qui survolaient les secteurs les plus sauvages.

On s'interroge inévitablement sur l'intelligence des autorités ou celle des exécutants, et surtout sur l'absence de confiance en l'intelligence d'autrui. Voici ce que produit une société surdouée ? En me baladant, je sombre vite dans des pensées réactionnaires, voyant dans cette situation un symptôme de l'hypermodernité. Face à la complexité de nos outils, nos choix deviennent inexplicables et notre sentiment d'impuissance s'accroît. Comme des informations sur la toile, le foisonnement des possibles nous étouffe et submerge les rares solutions. Nous vivons dans un tel enchevêtrement qu'on ne distingue plus savoir et ignorance. La panique bloque nos facultés. Nous retombons dans la pensée magique, dans l'acte d'autorité, dans l'attente du techno-miracle.

C'est alors que je croise un bûcheron. Heureux d'échapper au confinement, nous discutons. Lui n'attend pas de miracle. Sa famille est dans le métier depuis des générations et il regrette le temps de son grand-père, même si la tâche était très rude avant l'arrivée de la tronçonneuse. Dans cet autrefois réenchanté, un vieux chêne valait une fortune. Il partait à la scierie, était transformé en planches, puis en parquet ou en meuble robuste. Lui, aujourd'hui, travaille en solitaire et élimine des arbres malades isolés. Il coupe des épicéas victimes de scolytes et, depuis peu, des frênes atteints de chalarose. Ils ne valent rien. Les chênes, y compris sains et de haute futaie, ne valent pas grand chose non plus. Je lui demande ce que vont devenir les billes de frêne sur le côté du chemin. Il me dit que la plupart seront hachées pour faire des agglomérés, peut-être des granulés.

Souvenons-nous. Le frêne est le plus élégant des bois de nos régions : robuste, à maillage invisible, dur, résistant aux vers, excessivement clair, avec veinage large et régulier... un rien de bouche-pore et c'est un rêve pour le menuisier (dans cet autrefois réenchanté). Le frêne, c'était le chic des années 1950, celui des créations lumineuses que de rares privilégiés se procuraient chez Steph Simon. C'était le bois le plus coûteux dans tous les catalogues d'ameublement...

Certains le transforment aujourd'hui en *pellets* (granulés) pour fournir aux pauvres une énergie polluante. Où est le techno-miracle dans cette déviance bio-économique ? J'ose espérer que mon bûcheron exagère afin de choquer l'urbain que j'ai l'air d'être. Sans

doute anticipe-t-il. Mais l'avenir est bien là : il est plus simple et plus économique de transformer le bois en bouillie, de même que l'on a changé la pierre en béton. Certes, ce n'est pas toujours de la pierre de taille que l'on chauffe pour obtenir du ciment, mais le principe reste le même. Inutile de séparer bons et mauvais morceaux, simplifions la manipulation pour que tout le monde puisse manger du *corned beef*, au cuisinier-designer de voir ensuite comment le présenter, grâce à son imprimante 3D culinaire.

Nous prolongeons la discussion pour savoir comment nous en sommes arrivés là. Pour lui, la 5G et tout le reste, c'est du cinéma, divagations urbaines, fantasmes de *Messieurs les ronds-de-cuir*. Lui voit du concret et il le relie tout simplement au tarif de la main-d'œuvre. Il poursuit, accuse le coût sous-évalué du travailleur sans-papier, du transport, de la monnaie chinoise, le favoritisme d'une grande distribution en guerre contre le petit commerçant... En bref, grands face aux petits.

Voici un très long préambule pour un article qui ne porte ni sur la filière bois, ni sur la grande distribution, ni sur la précarité du travailleur manuel, mais il faut dès à présent évaluer nos capacités en fonction de l'échelle à laquelle on va se situer, architecte-designer ou bûcheron :

- côté grand, une impression de puissance et de prédestination (intégrée à l'anglicisme design),

- côté petit, une confrontation quotidienne à l'absence de maîtrise et au manque de bon sens.

Je considère le sujet qui m'agite comme un entre-deux : un créateur-médiateur assumant son rôle dans la transformation des matières premières en objets utiles. Il serait modeste dans sa science, mais ambitieux dans sa conscience, capable de mesurer chaque conséquence de chaque geste. Je me suis passionné pour les premiers designers, décelant en eux cette puissante capacité. J'admire René Gabriel qui transforme un simple hêtre de nos forêts en multitude de sièges robustes et peu coûteux. Il inaugure l'édition en masse des meubles modernes en France, participe à la diffusion de l'esthétique nouvelle. Comme le regretté Pierre Cardin, il sait qu'il faut changer la mode pour sortir de la haute couture et entrer dans le prêt-à-porter. Il comprend aussi qu'il faut simplifier pour produire en quantité. Mieux, il veut démocratiser l'élégance en même temps que le confort, et le résultat semble évident : l'utile devient le beau, la forme épouse l'usage.

Enraciné dans la religion, ce credo moderne est-il juste ? Et comment sommes-nous passés de cette rationalisation jusqu'au-boutiste à une profusion injustifiable ?

Comment l'expliquer ? Quand sont apparus les égarements technologiques ?

Quand le grand s'est-il séparé du petit ?

En observant de près les créateurs de mobilier, je tente de saisir cet instant qui va transformer l'espérance industrielle en désespérance consumériste, quelque part au milieu du XXe siècle. Voici ce qui me passionne dans l'étude de la conception des meubles. L'histoire y est particulièrement lisible, moins tortueuse qu'en architecture et, pourtant, les mêmes étapes sont identifiables. Pédagogiquement, il est possible de séquencer les événements par décennie :

1940 - après l'avoir théorisée, la modernité démocratise une simplification des formes ;

1950 - l'industrie s'approprie progressivement le style de la modernité en baissant les prix ;

1960 - surgit la diversité d'un design Pop, jouant sur des variantes souvent peu coûteuses ;

1970 - suivent des formes exubérantes, quand les barrières hiérarchiques et morales tombent.

Ce découpage élémentaire retrace une exposition présentée en 2010 aux Musée des Arts Décoratifs, subtilement intitulée « Moby boom ». Le phénomène est mondial. On recycle l'idée

du progrès en la reliant à la diversification des lignes et des matériaux. Dans le mobilier, on aime identifier les modes, les styles, les tendances... Mais l'idée centrale du progrès glisse de la démocratisation des fonctions à la profusion des formes. Est-ce un acte manqué ou une négligence malheureuse ?

C'est le centre de mes préoccupations : saisir l'instant où la modernité devient une course folle. L'escalade débute lorsque les « modernes » auto-revendiqués sont absorbés par une grande industrie « moderniste ». Celle-ci a d'autant moins de difficulté que les premiers dessins sont simples. S'ensuit une mise en concurrence, une injonction d'innovation, un spectacle, une gadgétisation. L'accélération se perçoit en observant les habitats modèles présentés au salon des arts ménagers. On débute par du logement moyen dans les années 1940, pour aboutir sur des habitats de rêve, aussi ludiques qu'ils sont inaccessibles : maison Electrique, maison Tout-en-plastique et tant d'autres.

On le sait depuis le début, on le réapprend à nos dépens : qu'elle soit rationnelle ou irrationnelle, la production coûte à peu près le même prix, mais l'irrationnel rapporte beaucoup plus ! C'est ainsi que le formalisme commercial gagne tout le terrain en effaçant insidieusement l'ensemble du projet social. Seule une folle amnésie peut expliquer le silence qui pèse face à cette dérive et à ses tragiques conséquences : dépeçage des industries et délocalisations violentes, énergétiquement dispendieuses, socialement désastreuses, injustifiables en dehors des bénéfices récoltés.

L'histoire du design accompagne cette transformation. Mais le designer n'expérimente pas, il consomme en se procurant composants et modèles dans des catalogues et des salons. Il dessine des objets que l'on produit n'importe où, n'importe comment, avec n'importe quoi. Il a perdu la maîtrise, abandonné l'organisation, délaissé le projet. Il suit des industriels qu'il positionne en premiers de cordée. Le designer hypermoderne n'est plus qu'un consommateur intermédiaire.

À ce stade, il faut se souvenir de l'ancienne proximité entre les créateurs modernes et leurs ressources : Prouvé n'était pas loin des mines et des forges, Gabriel des forêts, Perriand des montagnes, Gascoïn d'un port avec son trafic de bois. Ces gens pouvaient certainement décrire chaque geste depuis la mine, la carrière ou la forêt jusqu'au point de vente. Mais ils sont vite hors course. Les derniers artistes-décorateurs de la SAD et les ultimes militants de la modernité venus des CIAM et de l'UAM ont eu beau se réconcilier, ils n'ont pas surmonté cette crise.

*In fine*, le constat change peu depuis William Morris : l'industrie, motivée par le profit, produit de la laideur au détriment du bonheur. Le piège du dernier demi-siècle réside dans l'absorption par celle-ci de ses opposants, se cachant derrière une peau hypermoderne (trop pour l'être).

Cette hypermodernité a rompu le lien individu-société et discrédité la Modernité en se montrant incapable de comprendre le rôle de chacun, y compris d'un modeste bûcheron. Assumons ça, disons-le : le designer ne maîtrise rien, et l'architecte fréquentant le salon Batimat n'a guère plus d'autorité qu'une famille faisant ses courses un samedi dans l'hypermarché. Le créateur moderne maîtrisait la production et savait évaluer son coût réel (matière, énergie, main-d'œuvre). C'est en cela que le bon vieux credo de la simplicité se justifie, car plus l'organisation est simple et moins l'entropie globale augmente. Une seule réponse à « Comment faire ? » : plutôt que d'espérer en l'intelligence d'un élément magiquement (pré)fabriqué, cherchons à rendre concrètement intelligible le tout, pour soi et pour tous.

# De la nécessité de remettre l'architecture au coeur des débats

07

Théo Fakis

Théo Fakis, titulaire du diplôme d'état d'architecte, (2017), HMONP

Les évolutions de la crise sanitaire du coronavirus ne cessent de nous surprendre, de bouleverser notre manière de vivre, d'habiter et d'engendrer des mesures restrictives, parfois jugées liberticides, de plus en plus lourdes à supporter. La crise environnementale bat toujours son plein et la crise migratoire qui en découle semble seulement pointer le bout de son nez. Les démocraties occidentales apparaissent de plus en plus fragiles et notre rapport à la vérité est, dans un monde où les écarts semblent se creuser et où la communication devient trop souvent fumisterie, de plus en plus complexe.

En parallèle, en France, les récents articles du Monde (« En école d'architecture, les dérives de la "culture charrette" » et « On nous a vendu un rêve différent de la réalité : de l'école à l'agence, les désillusions des jeunes architectes »), qui véhiculent des raccourcis bien malheureux, rendent la formation dispensée dans les écoles d'architecture, comme responsable d'un profond mal-être généralisé pour les étudiants et les futurs architectes. Ce décor, bien planté mais loin d'être réjouissant, s'impose pourtant comme l'une des composantes de l'exercice des architectes.

Alors, comment faire ?

Dans son ouvrage, *Profession urbaniste*, Jean-Yves Chapuis condamne le fait que la création de la ville est uniquement régie par des logiques techniques, sociales et environnementales. Selon l'urbaniste, la construction d'un « récit politique », au sens noble, dépassant les enjeux programmatiques, esthétiques ou fonctionnels permettrait de renouer avec un véritable projet de société : une vision, un cap fédérateur qui remporterait l'adhésion des citoyens.

Lorsque Ursula von der Leyen appelle à la création d'un « nouveau Bauhaus Européen », c'est la Commission Européenne qui ambitionne de porter un mouvement visant à « mieux vivre ensemble et à combiner durabilité, style et ouverture ». Citoyens, architectes, intellectuels, artistes et scientifiques seraient ainsi réunis autour d'un projet créateur d'emplois et améliorant la qualité de vie au sens large. La référence au mouvement moderne n'est sans doute pas très adroite mais l'ambition de créer un programme transversal et dépassant des objectifs purement quantitatifs semble bien émerger, du plus haut des instances intergouvernementales.

Certaines pistes, à l'échelle nationale, apparaissent pour placer à nouveau les architectes comme acteurs expérimentés au cœur d'un projet sociétal.

## Un enseignement engagé et opérationnel

La formation doit constituer le socle commun de toute une génération de futurs architectes militants. Bien formés, les architectes ont la capacité de prendre une part active dans un processus vertueux de la fabrique de la ville. Concrètement, un des objectifs principaux réside dans le fait de préparer les étudiants, d'adapter l'enseignement au regard des lacunes déjà pointées (le manque de professionnalisation au sens large) et de former des jeunes praticiens engagés. Par exemple, les enjeux globaux des opérations de réhabilitation et densification du déjà bâti, que nous savons être la grande majorité des projets de demain, appellent un enseignement du projet novateur et sur-mesure où les dimensions architecturales, constructives, énergétiques, économiques et politiques doivent être traitées dans un cadre opérationnel.

### Une représentation politique

La représentation politique des architectes semble quasi inexistante. Pourtant, si les architectes étaient mieux intégrés aux instances décisionnelles, ils pourraient mieux faire valoir leur plus-value et leur rôle de conseil pour l'aménagement du territoire. Dès 2013, l'association *Architectes élu local* avait pour objectif d'appeler les architectes à se porter candidats aux élections départementales et municipales. Au sein des conseils municipaux, l'architecte, en tant qu'expert de l'aménagement et de l'usage, aurait toute sa place pour apporter son expertise sur des sujets comme l'artificialisation des sols, l'étalement urbain ou la juste orientation des constructions.

### Une sensibilisation citoyenne critique

Publié en 2018 sous la direction de Guy Tapie, le rapport *La culture architecturale des français*, met en exergue le fait que la culture architecturale est globalement assez disparate et parfois médiocre en France. À l'exception des professionnels du secteur, l'opinion publique semble assez mal informée et sensibilisée à l'analyse de son environnement bâti et paysager. Hors, depuis plusieurs années, des projets issus d'une stratégie de greenwashing bien huilée émergent. Construits en béton, avec des logements mono-orientés, des pièces humides aveugles, des façades similaires qu'importe l'orientation et de la choucroute verte sur les balcons, ces bâtiments poussent à la vitesse grand V.

Un éveil citoyen peut émerger de façon que le plus grand nombre condamne les architectures mensongères. La sensibilisation des plus petits à leur environnement architectural et urbain et la médiation, animée par des architectes et urbanistes, apparaissent comme des pistes à privilégier. Notre profession reste toujours mystérieuse et incomprise et les architectes peuvent se mobiliser pour une sensibilisation critique destinée à tous.

Ces quelques pistes ne sont pas exhaustives mais peuvent, si elles sont combinées, placer le projet architectural et urbain au service d'un projet sociétal.

S'appuyant sur le rapport Lemas, portant sur la qualité des logements sociaux, la ministre Roselyne Bachelot, lors de son discours du 15 janvier 2021 a rappelé que seul l'architecte « permet d'assurer une vision d'ensemble » et « d'éviter l'écueil d'une construction (...) fondée sur les seuls impératifs chiffrés ». Le processus « d'expérimentation-action » à grande échelle, sur plus de 50 000 logements, proposé dans le rapport devrait ainsi émerger dans les mois qui viennent. Signe d'espoir, il y a peut être là une occasion de remettre l'architecture au cœur des débats.

Yves Carlevaris

Sociétaire professionnel à la SACEM, Sociétaire à la SACD.  
Comédien, auteur, parolier,  
chroniqueur, metteur en scène,  
danseur, chorégraphe

L'architecture est un art majeur, a-t-on coutume de dire. Pourtant, malgré le talent de nos architectes, on ne peut s'empêcher de regretter une uniformisation des édifices ou de la conception des espaces, et cela où que l'on se trouve. Le voyageur qui va d'un pays à l'autre, est à la fois partout chez lui et nulle part car c'est la gloire de la globalisation à outrance d'avoir accouché de ces lieux interchangeables que rien ne différencie.

Il faut bien sûr répondre à la surpopulation, aux restrictions budgétaires, à l'évolution des mœurs et des idéologies du moment. Entre les rêves d'architecture du Qatar et la monotonie de nos cités dortoirs due à la politique du logement des années 1950, l'écart est criant. Chez nous, à l'époque, il fallait construire des logements dans l'urgence au mépris du simple bon sens ; on ne peut pas parler ici de fonctionnalité car, comme le dirait Roland Castro, si l'on a fourni les salles de bains, on a oublié la rue, la place, la ville. On a oublié l'art de vivre. De nos jours on est de nouveau dans l'urgence de loger une population toujours plus nombreuse et surtout d'origines diverses, de répondre aux nouvelles exigences de sécurité et aussi et surtout d'écologie.

Le schéma traditionnel : salon ou living, chambres, cuisine et salle de bains est-il toujours valable dans une cellule familiale où chacun mêle vie professionnelle et vie de famille depuis ces longs mois d'urgence sanitaire. Ne parlons même pas des logements exigus où l'isolement est impossible. Il faut donc repenser la famille non plus comme un noyau mais comme une somme d'éléments distincts et indépendants. Repenser l'insonorisation de manière que chacun puisse travailler sans gêner l'autre. Imaginer des cloisons mobiles qui permettent de transformer l'habitat au gré de l'évolution de la famille et encore plus quand elle est recomposée.

À propos d'écologie, on pense aider à son avènement en végétalisant les immeubles : l'urgence est-elle de coiffer les sommets d'immeubles d'arbres, de mini-forêts, de palmiers en pots ? Certes couvrir de végétation les murs a souvent comme avantage de réguler la température et accessoirement de cacher la misère de l'architecture... mais pense-t-on lutter efficacement contre le CO2 avec ces tentatives de «naturalisation» de la ville ? L'importance des jardins est capitale et il pourrait être intéressant d'en créer au sein même des immeubles pour permettre un lieu de tranquillité et de repos pour les résidents, un lieu d'échanges aussi. Souvent les enfants y sont interdits de jeux, alors que ce serait pour eux, en dehors de l'école, un pas de plus vers la socialisation. Autrefois les enfants jouaient dans la rue, surveillés du coin de l'œil par les voisines. Si cette époque est révolue, pourquoi ne pas imaginer des jardins et espaces de jeux au sein des immeubles ? Repenser la famille et repenser la vie sociale, tel devrait être le souci majeur de la construction architecturale pour répondre à l'insécurité et au désir grandissant d'écologie.

Depuis les années 50 et sous l'impulsion d'architectes comme Le Corbusier, le béton est le roi de la construction. Si Le Corbusier faisait grand cas de la lumière, les immeubles-barres qui se sont succédés depuis n'ont répondu qu'à un souci de rapidité de construction à moindre coût. Cela au détriment du Beau. Sans revenir aux anciens bâtiments agrémentés d'encorbellements, d'oriels, de statues, il est important que l'œil puisse s'arrêter sur des détails décoratifs et personnalisés, des 'frivolités' pour égayer et permettre à l'œil de lutter contre la violence de l'uniformité et permettre à la lumière de faire alterner zones d'ombres et de clartés et donc de vie sur les façades de nos immeubles. La fantaisie est nécessaire.

De plus en plus en plus de petits commerces sont intégrés au sein de certains immeubles, ce qui est indispensable pour la vie d'un quartier. Jardins, balcons, commerces sont des moyens de faire vivre un quartier et éviter de cloîtrer les familles derrière une porte d'en-

trée vite close. Ce serait peut-être aussi un moyen de lutter contre les violences familiales.

Au regard de l'agressivité qui envahit la société, il est évident que l'architecture a un rôle primordial à jouer.

Prenons l'exemple de Monaco, ville emblématique pour ses constructions en béton, Là aussi, il a fallu construire pour loger une population sans cesse grandissante sur un tout petit territoire. Dans les années 50-60, les premiers immeubles, comme partout ailleurs, n'ont pas été une réussite, tant s'en faut. Mais depuis on construit de plus en plus et pourtant la ville s'embellit de façades agréables et l'œil est partout attiré par quelque détail original. Des fleurs, des arbres égayaient les rues et il fait bon s'y promener en admirant des sculptures d'artistes connus mais qui ne font pas nécessairement partie du gotha de l'art contemporain. En citant le Qatar et Monaco, je cible des petits pays au fort PIB et où la sécurité et l'art de vivre sont privilégiés. Mais ne faut-il pas viser haut ? Si l'on prend l'exemple de Boulogne-Billancourt, on peut saluer l'effort de cette banlieue pauvre et ouvrière devenue riche et prospère avec ses magnifiques musées, ses splendides édifices et ses espaces verts.

L'Europe a un patrimoine immobilier incomparable. Le monde amorce un changement capital et l'architecture se doit d'accompagner, voire d'orienter ce changement. Pour trouver la solution il faut, me semble-t-il, s'imprégner de toute notre magnifique histoire de l'architecture jusqu'à nos jours avec l'idée de l'adapter aux besoins nouveaux des familles, au niveau du travail, de la sécurité, des services, tout en gardant en ligne de mire le souci du Beau et de l'individu. C'est à ces conditions que le « vivre ensemble » et l'acceptation de l'autre deviennent plus que possibles... nécessaires.

Changer l'urbanisation est indispensable. La lutte contre les émissions de CO2 émises par la voiture est essentielle mais dans notre société où les transports sont indispensables, ne serait-il pas urgent de repenser à la fois la voiture et un transport public qui serait plus spacieux, plus rapide, avec des arrêts plus rapprochés et des abris bus confortables, le tout s'inscrivant dans une politique urbaine d'aménagement global. A Lyon où le métro est récent, l'espace est large, les sièges confortables, spacieux et propres ; ailleurs des progrès sont encore à faire, (manque de rampes d'accès, d'ascenseurs pour les poussettes et les personnes âgées ou handicapées) Beaucoup de théâtres parisiens n'offrent pas d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Actuellement le gros problème se situe dans les banlieues. Eh bien, supprimons-les ! C'est-à-dire transformons ces banlieues en résidences ! Certains commencent à y songer sérieusement. Le travail est énorme mais au vu de toutes les subventions accordées aux municipalités sans résultat probant, ces sommes pourraient être utilement employées à l'aménagement de ces territoires. Pourquoi garder les termes de «centre-ville et banlieue,» pensons ville et non plus quartiers. Certaines banlieues y parviennent, nous avons parlé de Boulogne, il faut citer Vincennes. Les commerces y sont variés et nombreux et participent de la socialisation. Assez de ces super marchés excentrés qui sont des temples de la consommation et oui aux moyennes ou petites structures qui encouragent à la formation du goût.

Pour revenir à l'écologie, on voit souvent, déposés dans les entrées d'immeubles, des livres ou des vêtements usagers. Généralement les gardiens appellent des associations ou les détruisent. Pourquoi ne pas imaginer un local de récupération qui permette de donner ces livres ou objets divers et aller ainsi dans le sens d'une économie de partage ?

De même pour les grands magasins d'alimentation, ne faudrait-il pas créer un petit espace de récupération des aliments juste périmés... Toutes ces initiatives ne se feront pas dans

l'immédiat : on sait le sort des bibliothèques de rue où les livres offerts sont détruits par des ignorants pleins de haine. On pourrait facilement s'en protéger en les transférant au sein des immeubles munis d'un système de caméras de surveillance hélas devenu nécessaire. On pourrait ainsi lutter efficacement contre l'insécurité mais surtout contre l'illettrisme...

Rêvons d'un monde moins dur où il fait bon vivre et entreprendre et faisons confiance à nos artistes bâtisseurs, les architectes dont la nécessité d'action est devenue vitale.

architecte DE HMONP

Baptiste Morizot est écrivain, maître de conférences en philosophie et pisteur, spécialisé dans les relations qu'entretiennent les humains avec le vivant. Bien que son champ d'investigation soit en grande partie axé sur les espaces non construits, il multiplie les discrètes invitations aux architectes à questionner ce lien :

### **Comment créer « des habitats qui font de la place à d'autres formes de vie, qui cessent d'ignorer leur existence »<sup>1</sup> ?**

Sa question m'a laissée perplexe – l'architecte construit *a priori* pour ses semblables – mais curieuse de comprendre ce qu'elle sous-entendait. Le philosophe introduit son propos en expliquant que notre conception du monde repose sur la dualité entre culture et nature, humanité et animalité, mais que ces notions sont en réalité les deux facettes d'un seul et même paradigme, usé jusqu'à la trame. Prisonniers entre deux opposés indissociables, nous agissons en réaction et en opposition au camp adverse, ce qui a surtout pour effet de pérenniser le face à face.

Pour s'en extraire, il propose de replacer l'humain dans ce qu'il appelle le *tissage du vivant*. Ni tisserand, ni habillé, mais un être-vivant parmi les autres, un fil dans la maille. Il précise cependant qu'il ne s'agit pas de descendre l'humain de son piédestal afin de le placer à *égalité* avec les autres espèces mais plutôt de mettre en lumière la *réciprocité* inévitable des différentes formes de vie tissées ensemble. En effet, l'humain assujéti, absorbé ou intégré au règne animal ne serait qu'une énième dérivée du sempiternel paradigme auquel nous cherchons justement à échapper !

Comment appliquer cette réflexion au champ de l'architecture ? Si la construction dite "durable" est l'envers indissociable d'une construction "moderne, productiviste ou conventionnelle", comment échapper à ce jeu de miroir infini ?

### **Piste 1 : nous construisons sans cesse des hétérotopies**

Si la mission de l'architecte n'est plus de construire pour les humains mais de participer à rénover et à construire pour le vivant, en tant qu'être vivant, la première piste de réflexion semble être celle-ci : quel impact a un bâtiment sur le *tissage* en place ? La première constatation est sans appel : dans la conception et la réalisation des fondations du bâti, la microfaune des sous-sols n'est presque jamais mentionnée.

On apprend aux enfants qui se promènent à marée basse que chaque galet retourné doit être reposé tel qu'il était car c'est la maison, le garde-manger et le repère de bien d'autres espèces. C'est un discours ancré qui est pourtant plus rarement transposé au sous-sol «terrestre», comme si tout milieu non estampillé « à préserver » était ouvert, offert à la conquête humaine. Dans la majorité des lieux, l'humain s'installe aujourd'hui ex-nihilo. Baptiste Morizot explique que les dynamiques du vivant reposent pourtant sur une pluralité simultanée d'espèces, et que dans notre cas, « la logique territoriale est inversée, l'existence de portions d'espace exclusives et souveraines [étant] l'anomalie, pas la norme »<sup>2</sup>. En réalité, la majeure partie du dispositif humain est une hétérotopie<sup>3</sup> lorsqu'on le regarde du point de vue du vivant.

En excavant un terrain, en coulant du béton ou en enfonçant des pieux pour fonder une maison, on tue, on arrache, on fragmente. Le monde vivant des sols et des sous-sols reste encore largement ignoré car, on le sait, l'invisibilisation est le meilleur moyen de passer outre.

En écrivant ces mots, je ne peux évidemment pas m'empêcher de penser : « Et alors ? On arrête de construire ? », réaction visiblement inscrite dans les mécanismes du paradigme humanité - animalité.

En France, la notion légale de propriété est une preuve criante de cette invisibilisation. Par exemple, jusqu'à quelle profondeur sommes-nous propriétaires ? L'article 552 du Code

(1) G.I.V.E. Le bel entretien avec Baptiste Morizot, Publié par le magazine Vanity Fair le mercredi 2 décembre 2020 <https://www.vanityfair.fr/give/story/give-le-bel-entretien-avec-baptiste-morizot/12924>

(2) *Reviver les braises du vivant, Un front commun*, Baptiste Morizot Domaine du possible, éditions Actes Sud / WILDPROJECT, septembre 2020. Citation : page 117

(3) *Des espaces autres*, Michel Foucault. Conférence de 1967 dans laquelle fut développée la notion d'hétérotopie

Civil stipule que « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous », en précisant que le propriétaire « peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir ». Aucune mention du vivant en place, comme si le sol n'était composé que de matière inerte.

Il ne s'agit pas de victimiser la microfaune ni d'accuser les humains, loin de là, mais simplement de souligner cette invisibilité. Nommer les espèces permet de reconnaître leur existence et, par ricochet, de leur donner de l'importance. L'intégration d'une référence biotope dans certains règlements d'urbanisme, en substitution aux traditionnels coefficients d'emprise au sol des bâtiments et autres surfaces imperméabilisées, est un premier pas vers une reconnaissance légale du vivant dans le Code de la Construction.

Lors d'une étude de site, on s'intéresse à l'eau ruisselante et souterraine, aux arbres sur pied, à la composition minérale des sols. Pourquoi ne pas y intégrer le relevé des écosystèmes en place ? Quels oiseaux, quels insectes, quels petits mammifères ? Quels habitats, quelles habitudes ? Cependant, non seulement je ne saurais pas le faire seule, mais surtout, je ne saurais qu'en faire ...

### **Piste 2 : développer une diplomatie inter-espèces dans le projet bâti**

Dans son livre *Manières d'être vivant* <sup>4</sup>, le philosophe illustre la notion de « diplomatie inter-espèces » à travers la cohabitation entre bergers et loups du Var. L'observation des comportements de chaque espèce (troupeaux, chiens, loups ...) permet d'abord d'affiner la compréhension de leurs modes de vie. Baptiste Morizot souligne le risque de biaiser l'étude en interprétant ce que l'on voit : il faut tenter de rester factuel. Une entité tierce, *diplomate du vivant*, sera ensuite chargée de relier les différentes expertises pour en extraire des *inter-dépendances*, c'est-à-dire des possibilités de cohabitation profitables à tous.

L'exercice de la diplomatie repose sur la capacité à faire valoir non pas les intérêts de chaque camp mais bien les bénéfices possibles de leur relation. Dans le cas des bergers et des loups du Var, les bénéfices sont multiples mais le plus important reste celui du long terme : vivifier leur environnement commun pour, justement, pouvoir continuer d'y vivre.

Les écologues le répètent, en simplifiant nos écosystèmes, nous affaiblissons le vivant (c'est-à-dire, nous nous affaiblissons nous-même). C'est la pluralité des espèces et de leurs connexions qui permettra de raviver les dynamiques naturelles qui s'éteignent peu à peu autour de nous. Or, en construisant ex-nihilo, nous participons à cette simplification, à cet appauvrissement. En Europe, deux phénomènes reconnus sont, en effet, facilement associables : l'urbanisation croissante d'une part, la perte de la petite faune d'autre part. Comment lutter ? Pourrait-on développer une diplomatie inter-espèces au sein d'un projet d'architecture ?

Certains paysagistes, dont le métier demande d'intégrer les dynamiques du vivant à l'aménagement du territoire, ont déjà engagé une forme de diplomatie. Leur considération (*donner de l'importance*) a, par ricochet, largement influencé les usages publics : prairies libres en centre-ville, etc. ... Aujourd'hui, les "mauvaises herbes" peuvent pousser dans les rues sans que les habitants ne s'offusquent du manque d'entretien. Ces libertés accordées à d'autres espèces, cette brèche dans le "contrôle total" semble, sinon globale, du moins naissante et persistante. Pourtant, ce n'est pas Beau, ni Utile. C'est un partage de notre espace de vie sans domestication ni bénéfice apparent, bien qu'il faille évidemment lutter contre leur pullulation afin de conserver des routes et trottoirs praticables. Baptiste Morizot le dit d'ailleurs clairement : « Il y aura des compromis à faire avec les formes de vie qui entrent en conflit avec les pratiques humaines, et c'est la négociation farouche, la diplomatie sans angélisme qui devront travailler à la cohabitation. L'hospitalité vigoureuse : faire accueil tout en résistant, c'est l'oxymore évident du vivant. »<sup>5</sup>

(4) *Manières d'être vivant*, Baptiste Morizot Collection *Mondes Sauvages* des éditions Actes Sud, février 2020

(5) *Raviver les braises du vivant, Un front commun*, Baptiste Morizot Domaine du possible, éditions Actes Sud / WILDPROJECT, septembre 2020. Citation : page 29

Les accroches – naturelles ou non – sont un support de développement d'écosystèmes et/ou d'usages : oiseaux faisant une halte sur un fil électrique, carcasses sous-marines exubérantes de vie ... Un bâtiment constitue lui aussi une accroche. C'est une protection contre le vent, les murs émettent de la chaleur. J'ai souvent observé les crapauds se réfugier sous le porche d'une maison lorsque les rafales sont trop fortes ou à la tombée de la nuit. La vie se réorganise après un chantier, véritable retour du vivant après un cataclysme.

Même si nous pouvons limiter l'emprise au sol des édifices neufs, la destruction de la microfaune semble presque inévitable lors de la mise en œuvre de fondations. Cet impondérable oriente donc le questionnement : comment rendre l'enveloppe et les abords immédiats d'un bâtiment plus accueillants pour les autres espèces après construction ?

La multiplicité des contextes bâtis doit être reliée à la condition essentielle soulignée par Baptiste Morizot : la notion d'interdépendance implique de vivre sur le lieu qu'on exploite. C'est pourquoi l'habitat "du particulier" semble être un marché adapté à ces modalités de projection, d'autant plus qu'il reste pluriel (maison isolée, petit immeuble, quartier ...) et qu'il représente une part importante du parc immobilier national ainsi que du carnet de commandes des architectes. Il implique également le client, futur co-habitant.

### **Piste 3 : le risque de se laisser piéger par les analogies**

Il ne s'agit pas de dessiner une "maison pour tous" mais plutôt d'essayer d'intégrer au bâtiment des *supports de vivification du milieu*. Un terrain constructible est à la base déjà appauvri, du fait de la disparition massive de la microfaune en Europe. Il le sera d'autant plus après le cataclysme que représente un chantier pour le vivant en place. L'idée n'est donc pas de retrouver un écosystème similaire à celui qui existait avant la "première pierre" mais d'impulser une diversification et une vitalité plus fortes encore. De ce fait, les projets de rénovation ont toute leur place dans cette démarche.

Créer de nouveaux supports de vivification demandera de faire appel à des *experts du biotope* (observation, énumération...) puis à un diplomate du vivant (définition des interdépendances). L'architecte interviendra à deux moments : c'est d'abord un expert de l'habitat humain, puis, suite aux décisions diplomatiques prises, il fera partie de l'équipe de maîtrise d'œuvre mandatée pour réfléchir à l'intégration de *dispositifs d'hospitalité* au design du bâtiment. La question de la maintenance, indissociable de l'action d'habiter, est à relier à l'idée que les interdépendances évoluent avec le contexte, demandant d'ajuster au fil du temps les modalités de cohabitation (Baptiste Morizot parle d'*égards ajustés*).

Il explique également que la vivification d'un milieu demande la possibilité d'une libre évolution : les espèces choisissent de s'installer, font évoluer leurs habitats eux-mêmes, et leur prolifération ne doit pas être programmée (par l'élimination systématique d'un prédateur par exemple).

Cela montre l'importance de redéfinir les cahiers des charges de maintenance des lieux. Ces règles, normées et précisées au sein des entreprises et collectivités, sont en réalité impalpables chez les particuliers : pas de support écrit ni de contrôle, ce qui, de toute façon, ne serait pas souhaitable. Seule l'évolution des mentalités pourra permettre à chacun et à tous de respecter la libre évolution des autres espèces, et l'associer à la négociation sans cesse ajustée entre co-habitants. Les écoles ont, sans surprise, un grand rôle à jouer.

Baptiste Morizot conclut en rappelant que c'est le vivant dans son ensemble (bactérie, abeille, plante ...) qui « assure sans intention l'habitabilité de la terre »<sup>6</sup>. Nous - architectes et habitants-humains – ne faisons pas le monde (sans écosystèmes et sans eau, pas de bois, de béton ni de pisé ...), nous l'habitons avec plus ou moins de délicatesse, d'inclusion.

(6) Raviver les braises du vivant, Un front commun, Baptiste Morizot  
Domaine du possible, éditions Actes  
Sud / WILDPROJECT, septembre  
2020. Citation : page 196

Prof. Fausto Carmelo Nigrelli PhD  
Full Professor of City and  
Regional Planning  
Presidente della SDS di  
Architettura  
Università degli studi di Catania

(1) Une première version de ce texte a été publiée dans Il faro l'hebdomadaire en ligne de Atlante magazine de l'Istituto dell'Enciclopedia Treccani, il 13 décembre 2020. [https://www.treccani.it/magazine/atlante/societa/Il\\_nido\\_diventato\\_gabbia.html](https://www.treccani.it/magazine/atlante/societa/Il_nido_diventato_gabbia.html)

(2) Marc-Antoine Laugier, *Essai sur l'architecture*. Nouvelle édition, Duchesne, Paris, 1755, p. 9.

(3) Martin Heidegger, *Batir Habiter Penser, Conférence prononcée au mois d'août 1951 à Darmstadt*, dans M. Heidegger, *Essais et conférences*, Gallimard, Paris

«L'homme veut se faire un logement qui le couvre sans l'ensevelir. Quelques branches abattues dans la forêt sont les matériaux propres à son dessein. Il en choisit quatre des plus fortes qu'il élève perpendiculairement, & qu'il dispose en quarré. Au-dessus il en met quatre autres en travers ; & sur celle-ci il en élève qui s'inclinent, & qui se réunissent en pointe de deux côtés. Cette espèce de toit est couvert de feuilles assez serrées pour que ni le soleil, ni la pluie ne puissent y pénétrer ; & voilà l'homme logé»<sup>2</sup>.

C'est la description de la petite cabane rustique, l'invention de la maison de l'homme, que l'abbé Marc-Antoine Laugier décrit dans son essai sur l'architecture en 1755.

La maison a été créée pour le protéger non seulement des ennemis (ce que la grotte faisait déjà), mais aussi de l'humidité et de «l'air mal sain».

La cabane est, pour Laugier, l'archétype de toute maison.

Elle représente le premier pas de cette aporie qui place l'être humain dans la nature, en même temps qu'il s'efforce constamment de s'en séparer, de devenir autonome jusqu'aux conséquences extrêmes souvent décrites dans la littérature de science-fiction, et dont les modèles actuels d'habitat urbain se rapprochent dangereusement.

La cabane, cependant, n'est pas la maison, même si elle en est l'archétype.

La maison, même pour la culture italienne qui appelle de la même façon l'élément physique et la dimension de la communauté domestique liée aux affections (« casa ») ou encore pour la culture française qui doit utiliser le mot « famille » ou « foyer » dans le deuxième sens, tandis qu'en anglais, la première est *house*, la seconde est *home*, la maison donc, est un lieu fonctionnel et un lieu symbolique à la fois. Et son évolution a été déterminée par les progrès des techniques de construction, par la transformation progressive du bâtiment d'objet isolé à nœud de réseaux, d'abord physiques (les égouts, l'approvisionnement en eau, le gaz, etc.) maintenant numériques, mais aussi par l'évolution des attributs symboliques qui lui ont été attribués au fur et à mesure.

Dans sa célèbre conférence de 1951 à Darmstadt, Martin Heidegger a décrit de façon très claire la relation entre construire et habiter : « Habiter, être mis en sûreté, veut dire : rester enclos (*eingefriedet*) dans ce qui nous est parent (...) Habiter et bâtir sont l'un à l'autre dans la relation de la fin et du moyen (...) ce qui a dressé la maison, c'est la persistance sur place d'un (certain) pouvoir : celui de faire venir dans les choses la terre et le ciel, les divins et les mortels en leur simplicité»<sup>3</sup>. Les Romains l'avaient déjà compris, car ils attachaient une grande importance aux pénates et aux lari, protecteurs du garde-manger et de l'intimité du foyer, et donc de la famille, qui ne faisaient qu'un avec l'habitation lui-même.

L'intimité reste le point commun de tous les innombrables types de maisons qui sont habitées, conçues, construites et transformées aujourd'hui : des grandes villas des riches aux HLM, des appartements en copropriété aux maisons mitoyennes ; des studios très chers des centres métropolitains aux petites maisons en pierre des centres historiques des villages et même aux cabanes des établissements informels. Le point commun de toutes ces maisons est qu'elles sont des lieux d'intimité, de synchronisation entre le rythme naturel de l'individu, qui est de plus en plus difficile à maintenir dans la vie professionnelle et sociale, et le rythme plus général de la nature (et ici nous rencontrons une fois encore l'aporie).

Alors que la ville contemporaine - qui est aussi une machine à vivre - s'articulait au paradigme fonctionnaliste du zonage, séparant le lieu et le temps du travail du lieu et du temps des loisirs et du lieu et du temps de la convivialité familiale, le foyer est devenu de plus en plus ce refuge.

Tout cela jusqu'en février 2020.

La pandémie de SARS-CoV-2, la première du siècle, a bouleversé ce fragile équilibre. Nous forçant pour la première fois au confinement, à l'enfermement domestique, elle a révélé la fragilité de ce modèle de logement et, en même temps, l'importance des inégalités sociales, économiques et culturelles qui se répercutent dans le foyer, accentuant les difficultés de certaines couches sociales.

La maison a subi une double transformation. D'une part, elle a accentué son rôle de «nid», lieu d'extrême sécurité, un territoire connu et contrôlé, limité et délimité. La maison - et non plus la ville - a offert une protection, comme la capsule d'amerrissage de la navette spatiale Apollo des années 1970, un LEM, Launch Escape Module. Nous nous sommes enfermés en partageant notre intimité par le biais des médias sociaux : des recettes de plats que nous n'avions pas cuisinés depuis des années et des tables dressées, nos lectures et nos exercices sur des tapis, des vélos d'exercice et des tapis roulants. En Italie nous avons fait un barbecue sur la terrasse ou sur le balcon et nous avons chanté l'hymne national ou O bella ciao, le chant de la Résistance !

Mais en même temps, nous avons travaillé à distance et à distance nous avons fait des cours, suivi des cours scolaires et des cours de yoga, de pilates ou de musique. Nous avons passé des heures sur MS Teams, Zoom, Webinar, Skype ou Whatsapp chats. Une socialisation de substitution qui avait pour toile de fond nos chambres.

Mais notre maison n'est pas conçue pour être au même temps le lieu de travail, le lieu du sport et le lieu des études non individuelles. Elle n'est pas non plus conçue pour être le lieu d'une sociabilité élargie.

Le nid est donc devenu une cage. Le temps et l'espace consacrés au travail se sont mélangés avec le temps et l'espace consacrés à soi-même ou à la famille, à la lecture ou à la télévision, aux câlins ou aux disputes. L'accélération sociale dont parlait Hartmut Rosa<sup>4</sup> il y a dix ans est devenue maximale alors que tout semblait s'arrêter.

La maison n'a pas changé, mais l'utilisation de l'espace domestique a changé. Chaque chambre est devenue un bureau, chaque salon est devenu une salle de gym, chaque cuisine une salle de classe. Et tout cela avec le souci permanent de l'assainissement et la nécessité de trouver des espaces pour le mettre en œuvre au mieux, en trouvant des zones intermédiaires telles que les «cellules de décompression» des stations orbitales.

La transformation du nid en cage n'a pas été perçue lors du premier confinement printanier, où l'optimisme d'une sortie rapide de la crise sanitaire l'a emporté sur la dureté des sacrifices considérés comme éphémères. Elle a explosé dans le confinement d'automne, moins dur, mais beaucoup plus pénible en raison de l'incertitude qui le caractérisait.

La deuxième expérience a montré que le télétravail est tout sauf *smart*, car le temps qui lui est consacré déborde inévitablement sur d'autres temps de la vie. Car le télétravail (en Italie on l'appelle « agile ») né pour adapter le temps aux besoins du travailleur, devient une tunique de Nessus qui le cloue à la chaise de la salle à manger pendant six ou huit heures par contrat. Parce qu'il n'est pas possible de se concentrer pour étudier ou travailler si l'espace est partagé avec les gestes quotidiens de la vie domestique. Parce que les entreprises ont immédiatement compris que la domestication du travail réduit les coûts, le temps et les conflits, ce qui profite à l'entreprise et désavantage le travailleur.

Et pourtant, malgré le fait qu'il s'agit là d'une preuve absolue qui devrait alarmer les intellectuels et les politiciens, certaines étoiles de l'architecture italienne ont indiqué la «monolocalisation» de la chambre à coucher comme une occasion à saisir et la nécessité d'une salle de décontamination comme la frontière des nouveaux schémas de distribution domestique qui permettraient d'imposer une taille minimale de logement estimée à 60 mètres carrés.

La fait est que la maison n'a presque jamais été le lieu de travail et, lorsqu'il l'a été, il s'est agi de phases transitoires, soit du point de vue des événements historiques, soit du point

(4) Hartmut Rosa, *Aliénation et accélération : Vers une théorie critique de la modernité tardive*, la Découverte, Paris, 2014

de vue des événements familiaux : une activité artisanale initialement exercée en relation étroite avec la maison, ou la phase de passage d'une économie essentiellement artisanale à la première ère industrielle (les métiers à tisser placés dans les foyers par les marchands de fil anglais avant l'invention de la machine à vapeur et la concentration ultérieure d'innombrables métiers à tisser dans les premières industries textiles).

Il y a un autre aspect qui ne concerne pas directement le logement, mais certainement l'habitat. La ville - même la grande ville - a en son sein des lieux de proximité, ces lieux extérieurs à la maison, mais qui ont avec elle une relation de contiguïté et aussi une relation fonctionnelle qui la rendent plus ou moins habitable : le jardin public où l'on peut emmener ses enfants jouer et où les personnes âgées peuvent prendre un petit bain de soleil en bavardant ; l'école maternelle ou primaire qui, à sept ou huit ans, peut être atteinte sans qu'un adulte ait besoin d'accompagner l'enfant ; une polyclinique et une petite bibliothèque / médiathèque. Et puis le magasin de quartier pour le pain frais ou le sel qui manque à la dernière minute. Et le marchand de journaux et le bureau de tabac.

Une présence public-privé qui contribue de manière décisive à l'habitabilité de la maison. Et qui avait été perdue dans la course à la métropolisation des villes. C'est ce qu'on appelle un quartier, « une association primaire comprenant un certain nombre de logements avec leurs services collectifs », tel que défini par Leonardo Benevolo à la fin des années 1970 dans un de ses livres moins connu et jamais traduit en français<sup>5</sup>.

(5) Leonardo Benevolo, *La casa dell'uomo*, Laterza, Bari, 1978

Pendant les mois de confinement, de nombreuses personnes dans les grandes villes ont redécouvert leur quartier. Au moins ceux qui disposent de logements de petite surface ou qui ont des conditions particulières et qui, dans les relations de proximité, ont retrouvé l'achèvement de leur expérience mutilée de la vie.

A partir de cette expérience l'idée de « la Ville du quart d'heure » a été lancée par la maire de Paris, « la Ville du quart d'heure », c'est-à-dire d'une réorganisation radicale de la métropole pour permettre à chaque citoyen de satisfaire ses besoins primaires (éducation, santé, culture, shopping) dans un isochrone à 15 minutes de chez lui, à pied ou à vélo. Cette idée peut devenir la clé de voûte d'une réévaluation de la dimension de la proximité au sein de la métropole. La ville des flux de plus en plus rapides et des relations liquides est redevenue celle du temps lent et de la proximité, dans le même temps où la virtualité s'est imposée à chaque instant de la journée.

C'est d'ici qu'il faut repartir pour remettre en jeu les villes, mais la proximité est l'atout aussi des territoires mis au rebut par l'économie *ultraliberale*, ceux des territoires éloignés des grands centres urbains (en Italie on les appelle « aree interne »), des collines et des montagnes, des périphéries métropolitaines extrêmes.

Le logement peut être repensé, bien sûr, par un grand plan de revalorisation du patrimoine existant dans les grandes villes et dans les « aree interne », mais il conviendra - pour la liberté de tous - qu'il reste bien séparé du lieu de travail, qui peut être déplacé - comme c'est déjà le cas - mais doit respecter les besoins immatériels de chaque humain : l'intimité de l'espace domestique, les relations de proximité, la socialité inclusive. La solution se trouvera-t-elle dans des espaces de travail partagés au niveau du quartier ? C'est possible, peut-être souhaitable.

La grande pandémie sera alors le tournant, comme ce fut le cas au XIXe siècle lorsque la crise du choléra a donné vie aux logements et aux villes contemporaines.

Marc Dauber

Ingénieur et architecte.  
Ex-enseignant Strasbourg et Lyon

Dans cette pandémie qui n'en finit pas, on entend beaucoup les experts de la santé, ou encore de la gendarmerie, de la politique, un peu moins les sociologues et pas du tout les architectes, que ce soit dans les média et les groupes de travail, officiels ou non, où aucun architecte n'est jamais convié.

Pourtant les architectes proposent depuis longtemps des solutions et des voies nouvelles, solutions de moins en moins marginales, mises en œuvre, pour la plupart, par de jeunes architectes travaillant souvent au sein de groupements pluridisciplinaires, peu visibles sur le papier couché des revues professionnelles.

Les pistes : grande attention à l'existant, récupération des matériaux et des lieux, participation des habitants à la conception comme à la réalisation, utilisation des ressources locales matérielles et humaines, travail interdisciplinaire, logements différents dans leurs configuration, leur promotion et leur réalisation, mixité fonctionnelle, etc.

Alors, comment faire ?

D'abord, comprendre qu'au-delà du projet, il est essentiel d'intervenir sur les **CONDITIONS DU PROJET**, qui conditionnent sa propre pratique, mais aussi le contexte où elle s'inscrit. Comment proposer une évolution même minime de la manière de faire face à la frilosité des maîtres d'ouvrage, aux contraintes des PLU, ou au diktat de la finance ? Être architecte aujourd'hui, c'est être militant, en dehors du champ confortable de notre petit milieu : relire Coderch, Palladio, Wright... , c'est aussi mettre son maître d'ouvrage dans la voiture pour aller ensemble voir ce qui se fait ailleurs, parler à son maire, à son député, aux enfants des écoles...

Dans sa pratique individuelle, c'est modifier ses manières de faire : oublier la « fatalité » du béton, mais aussi résister à l'injonction du bâtiment à énergie positive, ne pas se contenter de répondre aux normes, apprendre à démolir et à récupérer, se former à l'utilisation des techniques et matériaux respectueux du vivant, et les enseigner à une génération qui n'aspire qu'à cela. C'est aussi, dessiner pour construire et non laisser à d'autres la responsabilité de construire ce qu'on a dessiné. Limiter au maximum la coupure programme / projet. Proposer des projets, voire des contre-projets sans attendre la commande. Prendre son temps, le temps des usages, du doute, de l'apparition du sens, le temps du rêve et le temps d'écouter son projet .

**NEUF FEMMES NE PEUVENT PAS FAIRE UN BÉBÉ EN UN MOIS** (proverbe chinois)

Et puis, aller plus loin. Jouer collectif.

Se grouper pour faire émerger tout ce savoir-faire qui existe en projets chez beaucoup d'entre nous, réalisés parfois, tous ces projets dont nous avons rêvé et qui nous ont rendus joyeux .

Les premiers agriculteurs bio, après une période de militantisme local, ont compris qu'ils devaient se grouper. La confédération paysanne est née, et elle se fait maintenant entendre. De la même manière, un grand mouvement est à construire, parti, syndicat, société... qui conduira des actions politiques et syndicales en relations étroites avec tous ces mouvements qui peu à peu construisent un autre monde Pas facile, car les égos sont grands, et les petits intérêts bien présents. On peut imaginer qu'il réunira tous ceux qui portent ces valeurs : Maîtres d'Ouvrage, Architectes, Urbanistes, Paysagistes, Ingénieurs, entreprises. De nombreux groupes et associations existent. Pas facile de se grouper quand on

passé la journée devant un écran, ou lorsqu'on a monté sa petite assoc plus ou moins bonne conscience.

Paradoxe : comment globaliser un mouvement qui prône prioritairement le local ?

Pourtant, c'est essentiel. C'est aussi possible. Souvenons-nous que les architectes ont su se grouper pour créer la SFA ou encore la MAF !

Enfin, agir perso en commençant par DIRE NON. Ne plus accepter de remplir des dossiers de candidature infantilissants avec leurs conditions de sélection débilittantes et au moindre prix. Ne plus accepter les localisations stupides, les programmes stéréotypés, et les délais intenable. DIRE NON, admettre et écouter la parole des autres, restreindre son égo, partager.

DIRE NON, c'est refuser l'injonction de produire une architecture dite « modeste ». C'est placer notre ambition au niveau de l'universalité de notre discipline, penser que notre mission (DUDOK) est de « laisser derrière nous un monde meilleur ».

Et un peu plus profondément, ne pas oublier que nous sommes partie de la nature et que notre architecture doit donc l'être aussi. La nature n'est pas modeste !

L'architecture est la force qui organise la matérialité du monde.

D'abord dire non.

Telmo Escapil Inchauspé et Guilhem Solère (nous.)

@nous.computer  
nous.courriel@gmail.com

www.nous.computer

La question des moyens -comment faire ?- pose celle des fins : pourquoi faire ? Nous sommes dans un *Monde fini*. (Gageons que tout le monde a sa propre idée de ce que l'on entend par là.) Dans le temps où nous nous trouvons, la seconde question nous semble devoir prévaloir.

Maintenant, construire n'est pas un *crime*, c'est une défaite morale.

L'architecte, comme intellectuel faisant émerger ses questions depuis l'espace, peut jouer son rôle dans la proposition d'une nouvelle théorie globale.

L'architecture doit se faire dans le retour radical de l'être.<sup>1</sup>

Jeunes architectes, le choix de notre génération pourrait d'abord être celui de la non-action. Cette décision peut parfois être un acte : l'aboutissement d'une réflexion qui vise à trouver la « plus juste » façon d'agir. Mais elle est avant tout un engagement. Ce type de conclusion ascétique est le résultat d'un processus en amont plutôt qu'en aval. Il est donné plus d'importance et de valeur à la matière grise, celle qui épuise les corps, qu'à la matière employée. Il s'agit de se concentrer sur l'intelligence pour réfléchir à la meilleure action possible, à la plus grande liberté.

Déplacer ainsi nos lieux d'opération, c'est passer du construit au vécu, c'est déplacer nos vies sur un plan alternatif. Faisant scission avec une société qui *veut* sa perte, nous pouvons contempler le monde, sans gravité. Nous acceptons sa fin.

Dans cette forme de responsabilité que nous prenons, chaque choix devient sujet à projet, devient essentiel. Le premier outil de cette fête est notre corps. Nous faisons de l'architecture vœu de contention plutôt que de projection : gage de *plaisirs inconnus*.

Cet abandon n'est ni théorique ni moral. Il est un choix (physique) qui nous paraissait urgent pour être du côté de la vie. Nous *voulons devoir*.

A défaut de vouloir abandonner, faites l'essai de vous dire que l'intervention n'est pas toujours nécessaire. Et que lorsqu'elle l'est, l'acte de construire doit être le dernier recours pour répondre aux besoins passagés de l'existence de l'animal humain. La réfléchir comme l'action la plus simple permet d'en embrasser toute la responsabilité de l'acte.

(1) Détournons à Heidegger, « L'art doit se faire dans l'oubli radical de l'être » (Voir. *Introduction à la métaphysique*, 1953.).

Evelyne Baillif

Architecte DPLG, ingénieur territorial

Valorisation du patrimoine technique à l'île de la Réunion

Auteur d'ouvrages, publications et photographies

Le projet architectural doit être un élément déterminant pour répondre aux enjeux de demain pour lutter contre le réchauffement climatique. Il pourrait servir à mettre en place un nouveau pacte de civilisation en adéquation avec nos territoires.

Mais nos sociétés modernes souffrent de deux syndromes. Le premier est celui du « syndrome du conformisme de la télécommande ». Derrière cette ironie se cache un vrai problème : ce petit objet à boutons qui nous rassure lorsque nous rentrons dans une chambre d'hôtel, quelque soit notre localisation, a le pouvoir de réguler la température. Nous avons chaud, nous allumons la climatisation, froid, nous poussons à fond le chauffage ! nous sommes à « l'air » de la télécommande. Pourtant ce geste anodin n'est pas sans conséquence sur les changements climatiques qui s'annoncent, la consommation de kilowatt devient exponentielle pour notre simple confort. De ce conformisme de la télécommande est née l'uniformité de notre architecture : que nous soyons à Singapour, à Mexico, à Paris, ce sont les mêmes tours, la même pollution, la même densité, le même linéaire d'embouteillage ! Pourtant le climat, lui, n'est pas le même ! devons-nous avoir la même réponse architecturale, quelque soit notre mode de vie, notre latitude sur cette planète ?

Le deuxième syndrome dont nous souffrons est celui du « complexe de complexité », comme si la simplicité n'était plus une réponse à notre architecture : créer un courant d'air pour le renouvellement d'air d'une pièce doit-il passer par des systèmes de double flux entièrement mécanisé (sans ironie lorsqu'ils fonctionnent) ? l'action de l'homme à ouvrir une fenêtre ne suffit-elle plus ? Nous arrivons à des aberrations d'usage au nom de certaines réglementations ! Nous avons recours à des prouesses techniques ou technologiques pour toujours plus de complexité : des toitures qui s'emboîtent, des volumes qui s'imbriquent en défiant toute les lois de la pesanteur, mais quand les éléments comme la neige, le froid ou le vent s'en mêlent : des infiltrations, des complications de réparation et un bâtiment qui vieillit bien avant son âge, sa durabilité est vite menacée. Pourquoi tant de complexité ? Nous donne-t-elle du pouvoir ? Sur qui ? Et pourquoi ?

Comment faire ?

Ces deux syndromes à eux seuls rappellent que nous avons oublié « l'essentiel ». Où est le projet architectural qui s'adapte à son environnement, celui qui est orienté en fonction de son ensoleillement, celui qui se ventile naturellement avec les alizés... celui qui comprend les usagers... celui qui propose des espaces de transition... celui qui ouvre ses fenêtres vers l'extérieur et sent le pétrichor dès les premières gouttes de pluie.

Pour développer ce nouveau pacte de civilisation, il nous paraît nécessaire de revenir à l'essentiel : aux principes fondamentaux du projet architectural !

La question qui s'impose immédiatement : qu'est-ce que les fondamentaux ? Si nous parlons de l'architecture et du changement climatique, nos espaces ne peuvent plus être conditionnés systématiquement par le bouton de la télécommande. Repensons nos espaces avec toutes les règles de base d'une ventilation naturelle, les ombres portées... créer des espaces de transition comme les balcons comme des pièces à vivre et non plus le dépôt des objets encombrants... les solutions, ont été juste oubliées au nom de la modernité et des technologies ! L'essentiel ne veut pas dire « supprimer » notre modernité mais savoir utiliser l'innovation comme vecteur d'efficacité.

Dans cette quête au « toujours plus », le projet architectural doit être plus que jamais un moteur à repenser à l'essentiel : nous vivons dans des espaces pour être bien au quotidien,

que ce soit notre habitation, notre lieu de travail, nos équipements sportifs ou culturels, nos places publiques... que ce soit en zone urbaine ou en campagne... les espaces ne se résument plus à des « usages » mais à notre volonté de se sentir bien. La période de confinement a mis à rude épreuve beaucoup de nos concitoyens. Entre les espaces étroits, le manque d'insonorisation... ce confinement a été un accélérateur de nos prises de conscience. La qualité de nos espaces ne peut plus être conditionnée par le diktat des surfaces ! mais à leur adaptabilité, à la diversité. Le projet architectural est un focus sur nos comportements, nos modes de vie et à notre capacité de s'adapter ou pas.

Le projet architectural devrait refléter l'identité de qui nous sommes, de nos territoires !

...Adaptation

Pour qui construisons nous ? Une analyse sociologique est le premier point du projet architectural : devons-nous dans un immeuble avoir exactement le même plan que notre voisin ? nous pouvons parfaitement proposer pour une même surface d'appartement un espace style « loft » et un autre avec plusieurs pièces avec des micro rangements intégrés. Fustigeons les préjugés des plans types. Certains seront heureux dans une maison stéréotypée « magazines » à l'image des réseaux sociaux, d'autres dans une « tiny house » au bord d'une rivière. Notre force dans les projets architecturaux est notre imagination, notre capacité à projeter des idées, réapprenons à connaître « l'autre ».

En principe dans le process du projet architectural dès le départ s'inscrit l'étape de la faisabilité. Cette étape nécessaire et indispensable, oriente le projet.

Mais précisément avant toute orientation, il nous paraît indispensable d'avoir une étape intermédiaire que nous pourrions qualifier « d'étude de capacité » : cette étape répond à la question suivante : quelle est la capacité du projet en termes de surface et de réglementation et notre capacité financière ? Savoir ce que nous pouvons réaliser en adéquation avec nos moyens financiers est nécessaire dès le démarrage du projet. Sans cette maîtrise, de nombreux projets finissent à la trappe, ou les coupes budgétaires ont des conséquences catastrophiques qui finissent par des plus-values ou des coûts de fonctionnement aberrants par manque d'anticipation.

...Financer.

Aujourd'hui, il existe de nombreux outils numériques qui peuvent nous accompagner dans nos simulations pour définir les coûts d'investissements et les coûts de fonctionnement. Si la capacité financière de l'investissement est souvent « lisible » celle du coût du fonctionnement reste opaque ! Car c'est beaucoup plus tard à l'usage du bâtiment que nous mesurons les conséquences du syndrome de la télécommande ! les économies substantielles de départ, peuvent s'avérer plus coûteuses sur le long terme.

Il peut paraître curieux d'intégrer l'aspect financier du projet architectural dès le départ, mais cette question est fondamentale pour éviter toute dérive du projet ! ce qui n'empêche pas une évolution du projet lorsque les deux contractants sont sur les mêmes accords !

Nous avons un devoir moral d'informer nos concitoyens des conséquences de nos choix architecturaux. Ainsi, le projet architectural prend tout son sens dans le pacte de civilisation. Nous avons le devoir de « convaincre ».

...Convaincre.

Il est important de convaincre que « l'effort » de chacun d'entre nous, ne signifie pas que nous

allons perdre « notre confort », mais que nos gestes au quotidien et nos choix individuels ou collectifs sont déterminants.

Nous avons supprimé des milliers d'arbres dans les cours de récréation, car les arbres font des feuilles qui tombent et que les enfants risquent de glisser, et qu'il faut les ramasser pour qu'elles ne bouchent pas les gouttières des bâtiments...et pourtant, nous avons oublié que ces arbres avaient bien leur utilité : leur ombre, l'été était là où les enfants se refugiaient pour jouer et qu'ils aidaient à réguler les températures dans les bâtiments ! nous voici à replanter des arbres dans les cours de récréation, comme une urgence nationale !

Où sont passées les coursives où les enfants déambulaient devant les salles de classes ? celles qui servaient à nous protéger de la pluie ou du soleil...voilà ce que nous pouvons appeler « les fondamentaux » de notre architecture, des gestes architecturaux qui ont prouvé leur efficacité pendant des décennies, que nous avons oubliés pour certains.

...Durer.

Le geste artistique ne doit pas non plus, nous faire oublier que nous marquons nos époques par notre style, notre identité mais qu'il doit aussi s'inscrire dans la durée ! Une œuvre architecturale est intemporelle, elle est le reflet de son époque, tout en traversant le temps. Notre « complexe de complexité » nous entraîne dans un débat d'idée de concept qui nous fait oublier : durer ! se faire remarquer puis tomber dans l'oubli ! combien de bâtiment ont été détruits ou abandonnés car trop compliqués à entretenir ou devenant obsolètes ?

A la question « comment faire », une des réponses est donc « reprendre les fondamentaux et innover » : il va de soi qu'avec la pression foncière dans les villes et les réglementations comme les PLU, notre latitude sur l'implantation de nos bâtiments est de plus en plus contrainte, mais le geste architectural nous a prouvé à mainte reprise que l'imagination dont a fait preuve nos architectes peut apporter des réponses à de nombreuses problématiques urbanistiques. C'est aussi cela la richesse de nos projets architecturaux ! L'innovation ne doit pas se résumer à l'invention de la télécommande, qui se substitue au projet architectural mais elle doit être un allié dans la conception de nouveaux matériaux thermiques écologiques, dans l'élaboration de nouveaux concepts, dans la sécurité des concitoyens et des biens.... Mais revenons à l'essentiel !

C'est une ville avec une île. Greenpeace y est fondé en 1971. Les bus aquatiques relient la périphérie à l'île. Joe a donné rendez-vous à Elie au Bao-Bei, la brasserie chinoise de Vancouver. Joe, le père d'Elie, est architecte et s'enorgueillit de ne posséder aucun ordinateur. Il trace à l'encre de chine ses plans, toujours à l'échelle un pour cinquante, que Vattanabé lit avec aisance. Vattanabé est illettré, il est l'entrepreneur attiré de Joe. Vattanabé déplie à l'arrière de son pick up les plans de Joe en pestant contre les erreurs du vieil architecte, qui l'oblige à des prouesses d'improvisation. Le vieil architecte redessine ses plans, sans y penser, pour la forme. Il se sert d'une lame Gillette pour gratter les lignes en trop. Joe se trompe souvent avec les escaliers. Il a un problème avec les escaliers. Vattanabé corrige mentalement et redresse la barre. Ils sont faits l'un pour l'autre. Vattanabé se consacre entièrement à son boulot. Joe à ses heures perdues peint de jolies aquarelles, des vues de Prague en souvenir d'une excursion dans les années soixante ou soixante-dix, il ne sait plus. A l'époque, il avait une femme effacée et un fils obéissant. Ses vues de Prague ornent la salle d'attente de Lise, dentiste de son état. Lise, malgré son âge, a de beaux restes et le vieil architecte n'exclut pas qu'un jour ou l'autre, dans un moment de faiblesse, ces restes tombent dans son écuelle. Il y compte bien. C'est l'unique raison de sa générosité picturale.

Le vieil architecte a toujours tracé une frontière étanche entre la vie et l'art. Pas question de parler d'art quand il tient son rotring !

Il a donné rendez-vous à son fils pour lui signifier leur rupture. Ce n'est plus possible ! Elie avait consenti à reprendre le cabinet et en avait fait une sorte d'atelier de peinture. La seule évocation de cette stupidité avait le don de déclencher la colère du vieil architecte. En revenant de weekend (avec la belle dentiste), il avait déchiré les plans tracés par Elie en lui demandant s'il se prenait pour Michel-Ange.

*- Le client ne veut pas de ça !*

Elie était resté interdit. Il s'était attendu plutôt à des compliments qu'à une crise de colère. Il savait bien que le client n'avait pas demandé d'encadrements aux fenêtres mais au moins on aurait pu lui laisser l'occasion de s'expliquer. Il avait de solides arguments.

Elie avait demandé un entretien au professeur Tognola, pour lui signifier qu'il arrêterait sa première année. Tognola comprenait. Selon lui, Elie n'était pas fait pour l'architecture. « *Pourquoi ne pas plutôt envisager une carrière artistique ?* » Pourquoi le bardage de l'entrepôt Nestlé devait-il résister au vent ? La réponse était aisée. Le stage d'Elie s'était mal déroulé, cette réponse-là, il ne la verbalisait pas. Ce n'était pas son sujet. Ses yeux brillaient pour d'autres questions. Tognola découragé avait quitté la pièce. Il avait mieux à faire que de philosopher avec ce morveux. Coup de fil au père. Rendez-vous donc au Bao Bei. Coupe chirurgicale. Ça lui apprendra.

Elie vivait désormais la vie de Bohème de ceux qui ont tort face au reste du monde, Joe lui avait coupé les vivres et chaque seconde de son existence s'était hissée à des hauteurs hors de portée de ses faibles moyens. C'était lui la silhouette courbée sur la photo au bord de la route quand passait la horde des Sikhs sur leurs Harleys. C'était lui le type à poil dans son manteau sur le banc au bord de la Fraser River.

Il vivait dans un squat dessiné par Joe à ses débuts. Rien ne changeait, couloirs droits étroits, pièces calculées au plus juste « *Une chambre à coucher c'est fait pour coucher, rien de plus* ». Le vieil architecte levait son verre et partait de son proverbial éclat de rire. On s'amusait bien dans les années soixante-dix. La mère d'Elie sur la photo portait un manteau de fourrure et elle en était morte. Une maladie de peau. Une intolérance à la nature. Tout gosse, Elie avait enregistré les discours de fin de soirée de son père sur un Philips lourd comme un âne mort. « *Le miracle de l'architecture, c'est de donner aux*

*gens des mètres carrés pour y abriter leurs pattes d'éléphant et leur exigence au repos entre deux jours de labeur, entre deux weekends. Et on faisait mieux que les anciens en empilant les étages. En multipliant les surfaces comme les grues multiplient la force des hommes. »* Le vieil architecte était convaincu que l'avenir est synonyme de progrès technique. Tout le reste n'était que littérature.

La terre avait vibré sous ses pieds quand l'ancien immeuble s'était mis à genoux. Elie se plaisait au spectacle de l'avancée du chantier au bord de la rivière. Les gravats hérissés de fers d'armature, le trou béant, la noria des camions-toupies qui venaient vomir leur béton dans les coffrages.

Puis arriva l'inconcevable. Derrière la brume structurée de l'échafaudage se dessinait une aile d'oiseau, légère, fluide, animée d'un perpétuel envol. Elie n'en revenait pas. On était loin de la folie raisonnable du vieil architecte, on accédait au ciel tout en restant ancré dans la terre, on épousait les nuages au lieu de les déchirer. Les rottrings bordeaux comme dans Fantasia regagnaient leur râtelier en baissant la tête. Ils ne connaissaient que les lignes droites et ne se laissaient jamais aller à la poésie des lignes courbes. Elie avait du mal à avaler sa salive, il aurait aimé être de la fête dans la ruche des dessinateurs mais il avait quitté le navire depuis trop longtemps. Peu importait. Ce qui importait c'était le miracle qui s'élevait sous ses yeux et après tout, n'était-il pas mieux placé que ceux qui bourdonnent dans les cuisines de la création ? Trop près de l'arbre pour voir la forêt. Pourquoi faisait-on du beau maintenant ? Maintenant précisément. Pourquoi était-ce indispensable maintenant plus que jamais ? Quel était ce besoin ? Elie sentait poindre un début de réponse et un fervent tressaillement au bout des doigts lui indiquait qu'il était sur la bonne voie. Les interprètes des sonates de Chopin exécutent les œuvres dont ils ont la garde, de façon technique et appliquée, il n'est pour eux pas question d'émotion. On ne ressent pas d'émotion dans la cuisine des notes et des portées, on se doit de la provoquer sans la ressentir. Il en va de même pour les architectes, ils obéissent aux impératifs du temps en mettant en œuvre leur savoir-faire. Rien de plus.

Tout était dans ces impératifs. Sommes-nous capables de les embarquer dans nos gestes techniques ? Par manque d'ambition, les architectes de la génération de Joe avaient couvert Gaïa de boursoufflures qui irritent l'œil et l'âme. Derrière chaque entrepôt, chaque appentis, chaque ensemble urbain, il y a toujours un architecte. Les crimes sont signés. Les immeubles ne poussent pas comme des arbres et ils ne disparaissent pas comme les feuilles avec les saisons. Elie était bien sévère, Vancouver compte parmi les villes les plus accueillantes, parmi les plus vertes aussi.

Mais la beauté ne suffit pas. Encore faut-il l'habiter. Tout un art ! L'architecte est un cuisinier inquiet qui observe sa salle. Il ne sait pas si sa cuisine sera du goût des convives. Bergson disait que l'œil n'imprime que ce que l'esprit lui permet d'imprimer. Le geste architectural doit collaborer avec le public tout en le mettant au défi de l'élévation. Il faut savoir respirer l'air du temps si on ambitionne de lui fournir son siège. Pour contenter Gaïa il ne suffit pas de lui épargner les boursoufflures qui irritent, encore faut-il lui faire une belle coiffure. Et une coiffure assez audacieuse pour libérer le potentiel de bonheur tapi dans chaque âme. Habiter son temps, habiter sa vie, pas celle d'autrui. Le public a-t-il ce talent ? Sait-il donner à son existence la bonne interprétation ? L'existence n'est pas un concours même si chacun se doit de donner le meilleur de lui-même. Joe, le vieil architecte s'était trompé en croyant qu'il lui suffisait de reproduire ce qu'on lui avait appris, il avait adopté le principe des économistes : en faire le moins possible pour récolter le plus possible. Le crime des générations est de ne pas libérer leur obole de talent et de génie.

Le vieil architecte se serait gaussé de l'aile qui se laissait deviner derrière le voile d'échafaudages.

*- Les parois courbes on ne peut même pas y mettre une commode !*

Le cadre du potentiel de bonheur des hommes était donc soumis aux commodités.

Une ombre se dressa devant Elie.

*- Monsieur, vous ne pouvez pas rester là !*

Une femme à l'allure massive se tenait devant lui. Elle portait l'uniforme des gardiens de chantiers.

*- Vous n'avez pas vu les panneaux ? Ils sont pourtant nombreux. La zone doit être évacuée à partir de midi.*

*- Il n'est qu'onze heures...*

La gardienne s'assit sur le banc à côté de lui. Elle soupira profondément, sans doute pensait-elle aux difficultés de son métier, à l'imprudence des gens. Elle avait des hanches trop larges, le teint mat et des cheveux corbeau noués en nattes serrées. Elie gêné (le banc était exigu, ils se touchaient), se dit qu'elle faisait sans doute partie du flot des asiatiques venus chercher fortune sur le continent américain. Pour dissiper le malaise, le mieux était d'engager la conversation.

*- C'est beau n'est-ce pas ?*

*- Et encore vous n'avez pas vu l'opéra de Canton... Et Shanghai. Vous connaissez Shanghai ? Mais je compte sur vous pour décamper avant midi !*

La gardienne souleva son corps trop lourd et reprit sa ronde. Elie eut le temps de lire son nom sur le badge qu'elle portait en sautoir autour du cou.

*- Comptez sur moi Zaha !*

Elle se retourna, émue qu'il l'ait appelée par son prénom.

*- Ne soyez pas trop dur avec votre père, il a fait ce qu'il a pu. Ils sont moches ses bâtiments et n'invitent pas à l'élévation, mais ses aquarelles sont belles. Ce qui lui manquait c'était une vision holistique, ils étaient comme ça à l'époque, ils ne savaient faire que des murs. Si peu de fenêtres, d'aquarelles, des confettis et de potentiels de bonheur à accrocher aux murs.*

Une goutte d'eau perlait sur sa joue.

La plus belle forme qui soit.

# Adapter l'enseignement de l'architecture pour sauver l'architecte ? 15

Gérard Abadia

Urbaniste, architecte DPLG

**Dans son édition du 07/10/2020, le journal « les échos » publiait un article intitulé : « Architecte, quand l'image du métier de rêve s'effondre. »**

Dans cet article, l'auteur Florent Vairet nous invite à réfléchir sur les raisons de l'effondrement de l'image de rêve du métier d'architecte qui n'a pas su s'adapter à « la ville devenue produit financier. »

A partir d'une constatation selon laquelle les architectes ne comptent pas leurs heures et multiplient les charrettes pour « *dessiner le meilleur bâtiment* » l'article en conclue qu'il y a un fossé entre l'école qui « *entraîne les étudiants à produire les projets les plus aboutis possibles* » et le « *travail en agence qui est souvent tout autre* ».

De plus, cette désillusion, plusieurs fois soulignée dans d'autres articles (voir *Le Monde du 30/11/2020*) sur le même sujet, s'accompagne selon Véronique Biau enseignante à Paris la Villette « *d'une forme de déqualification des jeunes diplômés de niveau master qui sont souvent employés à la place de dessinateurs projeteurs* » avec précise-t-elle des statuts précaires de CDD, « *de faibles salaires entre 1400 et 1900€ pour cinq ans d'études minimum... et quand l'emploi de plus de stagiaires reste souvent la variable d'ajustement pour équilibrer les budgets.* »

Pourquoi cet effondrement de l'image du métier de rêve d'Architecte cause de désillusion et de précarisation ?

La réponse est sans appel : « *pour Véronique Biau la profession s'est identifiée durant des siècles à l'architecte-artiste sur la base d'une vocation valorisant le rapport personnel à sa production, la liberté de création, la passion, le dépassement de soi. Une œuvre évaluée essentiellement sous l'angle de ses qualités plastiques et de sa capacité à engendrer des émotions, mais cette vision est de plus en plus déconnectée de la réalité.*»

Ce décalage « *s'explique par la tradition héritée des beaux-arts rattachés au ministère de la culture* » et parce que « *les études d'architecture françaises sont très axées sur la création et peu sur la technique, avec un fort bagage en sciences humaines au détriment de la compréhension économique du secteur.* »

« *Pourquoi un certain nombre d'écoles continuent-elles à former les étudiants à être des architectes-artistes ?* » s'interroge l'enseignante. Faut-il se débarrasser de cet héritage culturel encombrant pour s'adapter à la réalité ?

« *Pourquoi une telle dégradation* » s'interroge Sophie Szpirglas du cabinet Methodus. Tout simplement parce que « *les architectes diplômés avant la réforme de 2008 n'ont pas été formés aux problématiques entrepreneuriales comme l'art de la négociation...et se sont laissés dévorer par leur passion.* » La passion, voilà l'ennemi !

Mais quelle est donc cette réalité à laquelle il faudrait s'adapter ?

Dans le même article des échos la parole est donnée à Mathieu Delorme, Maître de conférences à l'école de Paris-Est. « *Pour ce paysagiste de formation et diplômé de l'Essec, la ville est bel et bien devenue un produit financier. Autrement dit, il faut bosser vite et que les projets crachent de l'argent...Il faut s'adapter aux logiques d'investissement des acteurs de la construction...avec une proportion toujours plus grande de clients privés, les*

*règles changent : la commande privée amène une forte exigence de profit... »*

Tout est dit, il faut oublier la passion pour son métier, s'adapter aux logiques des acteurs de la construction pour que les projets crachent de l'argent ! La nuance est de taille. Il ne s'agit plus d'architecture mais de construction et pourquoi pas de promotion immobilière tant qu'on y est.

Serait-ce cela « *adapter l'enseignement à la réalité ?* »

Pour Mathieu Delorme, les enseignements véhiculent « *une vision restreinte des métiers de l'architecture encore trop souvent réduite à l'acte de construire dans les cadres confortables d'une commande publique qui a les moyens...un secteur public rêvé où les professionnels ont toutes les libertés de concevoir des formes architecturales contemporaines. Mais les enseignements s'intéressent plus rarement aux situations de projets plus ordinaires dans des conditions très contraintes voire intenable...qui sont les plus représentatives du marché...* »

La commande publique n'aurait plus les moyens ? Choix politique, ou fatalité ?

Cerise sur le gâteau, Mathieu Delorme nous apprend dans cet article que : « *La France forme encore des architectes super-cultivés alors qu'aujourd'hui la majorité des acteurs économiques et immobiliers qui font la ville ont une culture extrêmement faible. L'étudiant qui arrive avec son bagage culturel en réunion, eh bien ça ne passe pas.* »

Sans honte, l'enseignement devrait donc rabaisser ses prétentions culturelles et apprendre à s'adapter à des « *conditions intenable* » dictées par le profit et la privatisation. Si c'est cela s'adapter à la réalité, mieux vaut continuer à rêver.

C'est d'ailleurs la conclusion de l'article qui ouvre une planche de salut et une lueur d'espoir dans cette vision d'avenir de « *l'enseignement adapté à la réalité* » :

*«Le savoir-faire des architectes serait en passe de se revaloriser grâce aux nouvelles expertises exigées par le marché et l'émergence encore timide de l'investissement à impact écologique et socialement responsable. Le bas carbone, les matériaux locaux et biosourcés, autant d'éléments qui ouvrent la porte à plus de qualité et de responsabilité environnementale...des formations s'ouvrent sur l'éco responsabilité, les nouveaux matériaux de construction, les dynamiques territoriales dans les bourgs et les espaces ruraux, les démarches participatives et l'attention à la petite échelle, aux usages et à la ville de l'ordinaire... »*

L'enseignement devrait-il apprendre à s'adapter à « *la ville devenue produit financier* » faute de quoi il faudra se satisfaire des démarches participatives à la petite échelle ?

Sauver la profession d'architecte en adaptant l'enseignement à une triste réalité économique basé sur la marchandisation de la ville et du logement, n'est-ce pas au contraire condamner l'architecte à disparaître ?

Quoiqu'en disent les oiseaux de mauvaise augure la création architecturale ne se résume pas à la construction ni à la promotion immobilière. La dimension culturelle et artistique de l'architecture n'est-elle pas une valeur universelle, un acquis de société et de civilisation à défendre et à préserver ? L'Architecture n'est-elle plus un des beaux-arts au même titre que le dessin, la peinture, la sculpture, la musique, la poésie, le théâtre et la danse selon une définition héritée de notre histoire ?

Faudrait-il adapter l'enseignement de la musique aux règles économiques du marché du disque et de la distribution ? Faudrait-il adapter la formation des acteurs, des réalisateurs des scénaristes à l'industrie du cinéma ? Faut-il adapter l'enseignement de la peinture, du dessin, de la sculpture au marché de l'art ?

Tout en restant indépendants de la production économique les artistes n'en sont pas moins indispensables. Que serait notre société sans les artistes et les poètes ?

Même si le parallèle est osé, la spécificité de l'enseignement de l'architecture à la fois culturelle, artistique, sociale et technique ne se confond pas avec l'industrie du BTP qui a ses ingénieurs, ses bureaux d'études, ses promoteurs, ses aménageurs.

Que serait l'industrie du BTP et de l'immobilier, sans l'architecture et les architectes ?

A l'heure où la culture est en panne et est considérée comme non essentielle, il nous appartient de défendre l'architecture au même titre que tout ce qui contribue à la création culturelle comme élément majeur de notre vie sociale.

Adapter l'enseignement à « *la ville devenue un produit financier* » serait réduire l'architecture à la construction et à la promotion immobilière, ce serait accepter qu'il deviendra inutile de former des architectes culturellement, socialement et techniquement compétents.

Faut-il s'adapter ou résister à la financiarisation du logement, de la ville, et plus généralement de la société dans son ensemble ? Il s'agit bien d'un choix de société, un choix politique qui ne peut que nous interpeler et nous inciter à y réfléchir.

# Une architecture moins chevaleresque ?

16

C.

Etudiante, à l'école d'architecture de Paris Malaquais

La question de ce mois-ci est donc de requestionner, en lien avec la situation sanitaire actuelle, l'enseignement en école d'architecture.

Nous y voici donc

Seulement.

Dieu soit loué, un éveil pédagogique ...

A l'heure où de nombreux témoignages fleurissent sur l'absolue nécessité de repenser le modèle de la charrette, tant béni en école d'architecture,

Il faudrait réfléchir à la manière dont le projet architectural pourrait s'accomplir à sauver notre bien pauvre humanité.

Et bien allons-y alors...

Architectes, remontez à dos de vos fidèles destriers

Il y a un monde à sauver

Nous, intellectuels éclairés, viendront à bout de ces heures sombres

Pourtant tant prévisibles...

Pour ce faire,

Il faudrait ne plus faire de nous les architectes que nous sommes en phase de devenir

Peut-être en ne faisant pas de nous, simplement des artistes

Peut-être en ne faisant pas de nous, simplement des penseurs conceptuels

Peut-être en accentuant l'aspect recherche de notre cursus, qui permettrait davantage de théoriser, d'essayer, plutôt que de bien souvent rassurer l'ego bien trop présent d'un professeur en manque de reconnaissance

Peut-être en ne nous faisant pas construire notre propre piédestal,

Peut-être en arrêtant de penser que l'architecte est chevalier

En ne nous enfermant pas progressivement, dans un entre-soi pompeux

Peut-être en nous ouvrant au contact d'autres professions,

Enclines à nous apporter diverses visions, à nous enrichir

En arrêtant de prôner le béton,

De faire l'apologie d'un matériau mort

De nous assurer que tout est possible,

Toutes les formes viables

De nous éloigner un peu plus de la technique,

De nous enfermer dans une tour de verre, Loin d'une vérité, acte éhonté

En arrêtant de réduire au néant,

À de simples cours d'une heure par semaine

Dépourvus d'intérêt

Car mal enseignés, et imbuables

Les cours théoriques d'environnement

Et d'éthique architecturale

En rééquilibrant la balance des matières enseignées

En arrêtant d'aseptiser nos études

En nous faisant réfléchir,

Penser

En s'énervant,

En revendiquant

En débattant

Plutôt qu'en nous rabattant les oreilles

Avec les choses à faire  
Et celles à ne pas faire  
En manifestant,  
En gueulant  
En se réappropriant les espaces publics  
Et en laissant des espaces de parole aux étudiants

En faisant de l'architecture, un art perméable,  
Parfois novice  
Parfois connaisseur  
Mais ouvert à l'échange...

Lorenzo Diez

Ancien président fondateur de  
Région Architecture

Début 2016, le paysage national français allait connaître une de ses réformes territoriales les plus puissantes des dernières décennies. Une possible crise. Du jour au lendemain, à la faveur de la loi NOTRe, certaines régions de l'hexagone allaient se réveiller dans un nouveau périmètre administratif, sans repères, sans habitudes, voire sans projets. C'était le cas pour la future région Grand Est qui allait rassembler, entre la Seine et le Rhin, l'Alsace, la Champagne-Ardenne et la Lorraine. Une hypothèse de région, plus qu'aléatoire pour beaucoup mais qui par ailleurs allait gagner les dimensions d'un véritable pays européen <sup>1</sup>.

En militant avisé que je suis de l'architecture, toujours attentif à faire progresser son rôle et sa place dans la société, j'ai vite compris, là où beaucoup ne voyaient qu'une nouvelle crise, que se présentait à nous une opportunité. Une opportunité d'agir car la future loi allait labourer la France des régions comme un grand champ, dans ses habitudes, ses cultures, et qu'il fallait en profiter pour semer. Profiter de cette page blanche pour semer l'architecture avant que d'autres sujets ne soient semés à la place. Prendre de vitesse d'autres secteurs économiques plus installés et renouer avec ce que les architectes savent faire de mieux : anticiper, concevoir et donner du sens face à l'inconnu. La fenêtre d'action allait être courte, il fallait agir vite, rassembler, bâtir un projet et se présenter comme force de proposition, sous un autre jour car depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> les architectes sont par principe suspects.

Comment faire ? C'est cette histoire que je propose de raconter. La « petite » histoire qui a agi et soutenu l'avènement de *Région Architecture* <sup>2</sup>, une initiative collective avec son Livre Blanc et qui ambitionne de mettre l'architecture au service du développement économique et culturel de la future région Grand Est.

Nous sommes à la fin 2014. Les tractations vont bon train à Paris sur les périmètres des futures régions. J'étais alors directeur d'une école d'architecture, celle de Nancy, placée au centre de cette future région. J'entendais souvent des peurs face à ce bouleversement territorial annoncé. Par ailleurs, avec Marc Barani nous étions en pleine réflexion, avec un petit groupe d'architectes, pour élaborer le rapport sur l'innovation en architecture qui nous avait été commandé par la ministre de la Culture afin de préparer la future Stratégie nationale pour l'architecture (SNA) <sup>3</sup>. Comme quand on fait « du projet » : deux ou trois situations et liens dont je tairais la logique, m'ont donné l'intuition de prendre mon bâton de pèlerin pour rencontrer les quelques architectes-clé de la région. Un à un, j'ai rencontré des présidents de CROA et de syndicats, des directeurs d'école d'architecture, de CAUE et de Maisons de l'architecture. Un à un, je les ai écoutés, je les ai accompagnés y compris dans les inquiétudes sur l'état de la profession, de la commande, de l'enseignement et de la culture architecturale des français. Puis, quand nous touchions le fond, chaque fois nous tentions de reconstruire en mobilisant les perspectives que cette réforme territoriale nous offrait. Mine de rien, cela commençait à faire du monde quand on mettait bout à bout tous ces acteurs de l'architecture en région. A chaque tête à tête, nous nous quittions quasi persuadés que l'on pouvait faire quelque chose et que c'était le bon moment.

Quand est-ce que cela s'est passé ? Je veux dire : quelle est l'étincelle qui a produit la mise en lien de tout ce petit monde ? Je m'en souviens parfaitement. C'était le premier avril 2015. Après les avoir démarchés un à un, je les avais tous réunis pour une première rencontre à la brasserie de l'Excelsior à Nancy, en marge d'un grand forum sur le bois-construction. Nous discutons d'avenir, d'ambitions, de participer à la construction de cette nouvelle région. A un moment, l'un d'eux a dit « si nous sommes réunis aujourd'hui, ce n'est pas seulement pour savoir ce qu'on peut faire demain dans notre région, c'est parce qu'ensemble, grâce à cette nouvelle région, nous pouvons nous demander quelle place gagner en Europe ». Ce parti ambitieux était suffisamment inatteignable pour nous fédérer

(1) La fusion de ces trois collectivités régionales de l'Est de la France a positionné ce nouveau territoire à la 20<sup>e</sup> place parmi les 271 régions d'Europe. C'est également la région la plus frontalière d'Europe, disposant de liens terrestres avec la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse.

(2) Région Architecture poursuit son action. Devenue association en 2017, elle est aujourd'hui présidée par Guy Siefert ([www.regionarchitecture.eu](http://www.regionarchitecture.eu)).

(3) La Stratégie nationale pour l'architecture, annoncée en octobre 2015 par Fleur Pellerin, ministre de la Culture, a été préparée par trois groupes de réflexions sur les thèmes mobiliser, innover et développer. Ces trois groupes ont rendu un rapport préalable le 7 juillet 2015.

au-delà de nos différences ; pour remettre à plus tard la question de la place de chacun et nous concentrer sur le rôle à jouer demain dans la région. L'enthousiasme régnait. Sachant qu'allait m'échoir le rôle d'animateur de notre joyeux collectif d'architectes et connaissant nos atouts autant que nos faiblesses, j'ai posé deux conditions : pas plus de cinq minutes de plaintes lors de nos réunions, pas de projet sans un budget et un chargé de mission. J'ai proposé aussi quelques maximes : « mieux vaut faire envie que pitié », « mieux vaut rendre l'architecture désirable que l'architecte obligatoire », « mieux vaut utiliser les mots des autres et éveiller l'intérêt qu'utiliser les nôtres et s'isoler chaque fois plus ». Et la dernière maxime : « il n'y a pas de meilleur clerc que celui qui a perdu la foi », mais je crois bien que finalement je ne l'ai pas énoncée. Quoiqu'il en soit, c'était acté, un mouvement collectif était en marche. Il fallait maintenant l'élargir au-delà du petit cercle des architectes, lui donner une consistance avec un projet, des propositions et enfin respecter le planning : être les premiers au rendez-vous au janvier 2016 lors de la création de la nouvelle région.

Ce qui suit, c'est l'histoire d'une série de rendez-vous réussis soutenus par une stratégie d'action qui se dessinait en marchant. Tout d'abord l'été 2015 où nous avons publié un court texte rédigé collectivement : *l'appel collectif pour une Région Architecture, levier des dynamiques d'édification de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine*.

Nous ne voulions pas d'un énième manifeste qui poserait l'architecture a priori ; qui rejouerait grossièrement le mythe de la cabane primitive. Et s'en suivrait son intérêt public, puis le recours obligatoire aux architectes.

Chasser le naturel, il revient au galop : j'avoue maintenant que j'étais intraitable et exigeant. Il fallait déconstruire nos slogans, nos discours habituels et devenus suspects pour les reconstruire en partant des intérêts de la région, de ses habitants et pour aboutir à ce que l'architecture pouvait proposer. A la fin de l'exercice, notre message collectif tenait dans une page, sans un mot négatif, sans une mise à l'index. Juste des constats partagés, des opportunités à saisir et une proposition : mettre l'architecture au service de la réussite de cette future région. Tout sauf un manifeste donneur de leçon.

Nous y avons rajouté un nom : *Région Architecture*, puis un logo. Nous avons déjà recruté un chargé de mission, créé un mini site Internet, fait des courriers aux principaux élus de la future région et informé la presse. Une belle esquisse en quelque sorte, tout y était en germe. Et nous avons fait mouche : en quelques semaines les signatures de soutiens à l'initiative *Région Architecture* se sont multipliées. Elles venaient des élus, des habitants, des artisans, des étudiants, des architectes. Chacun s'y retrouvait.

On le sait tous, il ne suffit pas d'avoir une intention, il faut avoir un projet. L'appel collectif devait se transformer en un projet. Tant mieux pour nous car, ici encore, ceci est un des talents des architectes : *faire projet*. Il fallait donc combiner notre capacité à anticiper avec celle de savoir *faire projet*. Notre habitude à travailler la page blanche, à naviguer dans le doute sans résignation. Comme dans nos agences, on désignait une équipe projet, on se répartissait les rôles, on se fixait un planning de rendez-vous réguliers. Au regard du succès de l'appel collectif, nous voulions garder et élargir la dimension participative et inclusive de l'initiative. La future région était tellement grande ! Quelqu'un a dit « et pourquoi ne rédigerait-on pas un Livre Blanc ? », un autre « il faudrait organiser une grande rencontre des architectes », « que chacun puisse faire des propositions ». Parfait. Un « save the date » est parti rapidement à tous les signataires : « rendez-vous en novembre à Nancy pour les Assises régionales de l'architecture ». Le site Internet a été perfectionné pour que chacun puisse soumettre la ou les contributions écrites de son choix selon six thématiques que j'avais en grande partie tirées de mon expérience en cours avec la SNA : Architecture et contexte transfrontalier - Frontières poreuses ; Patrimoine architectural - Le Patrimoine en puissance ; Filières innovantes - Territorialiser l'innovation autour de l'architecture ; Recherche architecturale - Pratiquer et

rechercher en agence ; Construire l'architecture - Bien concevoir, bien construire ; Nouvelles commandes - Les autres fronts de l'architecte. J'avais donné une seule consigne : les contributions doivent s'organiser en deux paragraphes : « je constate... », « je propose... ». En effet, malgré l'enthousiasme, le risque était qu'apparaisse une litanie de plaintes. Fin octobre, nous disposions de plus de 80 contributions écrites provenant des quatre coins de la future région. De quoi alimenter nos Assises et la rédaction du futur Livre Blanc. Je dois l'avouer maintenant, parfois j'ai un peu forcé le destin en aidant l'un ou l'autre à rédiger une contribution. C'était de bonne guerre !

Le 6 novembre 2015, deux mois avant la création de la nouvelle région, nous réunissions ainsi 300 acteurs de l'architecture venus des quatre coins de la région afin de travailler et mettre au point notre projet, le Livre Blanc des acteurs de l'architecture. Deux heures de travail en petits groupes en ateliers thématiques, suivi d'une synthèse des rapporteurs et d'une table ronde avec des personnalités extérieures à la région. Le tour était joué. Nous avions la matière. Il fallait maintenant l'organiser, la structurer. Il nous restait deux mois pour cela. Avec le chargé de mission, nous nous sommes quasiment enfermés pour passer le cap : transformer la matière en un projet visible, lisible et compréhensible. Je ne compte pas le nombre de soirées passées à scruter et identifier les sujets qui, dans cette matière, pourraient faire mouche ; les heures passées à s'approprier les discours ambiants pour nous y fondre. Si charrette il y a, ce doit être au bon moment, sans doute au début d'un projet comme me le disait un jour Francis Soler. Par un jeu d'assemblages, de copier-coller, de reformulations, d'inventions, de tests et de validations quasi quotidiennes avec notre groupe de pilotage, nous sommes arrivés au but : un Livre Blanc de presque cent pages qui formulait 41 propositions concrètes organisées autour de six axes stratégiques, avec une vraie introduction et même une conclusion. Notre esquisse avait évolué vers un APD. Un bel objet, bien fini, avec du fond et de la forme, illustré de nombreuses réalisations architecturales allant de la maison Prouvé à Nancy jusqu'au Haut-Koenigsbourg en Alsace en passant par la cathédrale de Reims qui, avant d'être du patrimoine est bien une architecture, ne l'oublions pas ! Nous avons même poussé jusqu'à rajouter en prélude de notre Livre Blanc, une citation toute désignée d'Italo Calvino tirée des *Villes invisibles* :

- *Le pont n'est pas soutenu par telle ou telle pierre, mais par la ligne de l'arc qu'à elles toutes elles forment*
- *Pourquoi me parles-tu des pierres ? C'est l'arc qui m'intéresse.*
- *Sans pierres il n'y a pas d'arc.*

Imprimé à 8000 exemplaires fin décembre, le Livre Blanc des acteurs de l'architecture du Grand Est était sur le bureau des principaux donneurs d'ordres et élus de la région début janvier 2016. La région venait d'être créée. Nous avons réussi notre pari ! Être là, au rendez-vous, porteurs d'un discours renouvelé sur l'architecture et son utilité pour accompagner la construction économique et culturelle de la nouvelle région. Cette avancée collective allait être fructueuse pour tous : les écoles, les agences, les organisations professionnelles, les CAUE et les Maisons de l'architecture. Chacun, dans son domaine d'action, pouvait bénéficier de cette image positive de la filière.

L'année 2016 vit la mise en œuvre de quelques actions : une présence à la Biennale de Venise, un démonstrateur « logement » avec la Caisse des Dépôts ; deux Chaires de recherche en architecture labellisées par le ministère ; un doctorat en agence ; une expérimentation architecturale soutenue par un crédit d'impôts L'année s'est conclue par les 2èmes Assises *Région Architecture* baptisées « Actions », à Reims cette fois-ci et en présence de Myrto Vitart, toute nouvelle Grand prix national de l'architecture.

L'année 2017, *Région Architecture* poursuivait sa dynamique. L'initiative était maintenant reconnue et soutenue par la Région Grand Est. L'architecture était inscrite en tant que filière d'avenir dans le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) aux côtés des filières du numérique, de l'énergie, de la mobilité. Situation probablement unique en France. En décembre, nous organisons nos 3èmes Assises *Région Architecture* baptisées « Agiles » à Strasbourg. L'occasion de présenter notre moisson annuelle d'actions : une étude économique de filière ; un programme de recherche BIM ; un stand au salon WoodRise de Bordeaux ; une alliance conception-construction locale fructueuse ; des rencontres européennes de l'architecture... Le tout sous le regard d'Ines Lamunière a qui nous remettons les insignes de chevalier des Arts et des Lettres au nom de la ministre de la Culture.

L'année 2018, l'initiative s'était installée dans le paysage. Elle avait atteint une forme de vitesse de croisière. Les 4èmes Assises *Région Architecture* « Europe » passaient à deux jours pour mesurer, poursuivre et accélérer la mise en œuvre du Livre Blanc Région Architecture avec tous les acteurs de la filière. Une journée européenne sur le thème « Architecture(s), new wealth for Europe of the Regions », rassemblant des intervenants anglais, italiens, allemands et hollandais. Une journée régionale sous le haut patronage de Pierre-Louis Faloci à peine décoré du Grand prix national de l'architecture.

Au bout de trois ans, c'était gagné ! *Région Architecture* grandissait en même temps que la région. Chaque année, les Assises réunissaient quelques 300 personnes venant des quatre coins de la région. Le matin, nous faisons un bilan de l'année en présentant quelques actions concrètes. L'après-midi, nous mettions à jour le Livre Blanc en petits groupes dans des ateliers thématiques. Entre deux, nous rendions les honneurs à l'un ou l'autre qui pour son engagement, qui pour son œuvre ou encore sa carrière. Très vite, cet évènement nous a permis de consolider une image très positive des acteurs de l'architecture en région. L'image d'un milieu qui rend compte, travail et célèbre. C'était ce qu'il fallait pour que rapidement, donneurs d'ordres et élus voient un intérêt dans les Assises et y « passent la tête » pour prendre la parole. C'était gagné. Nous avons construit notre rendez-vous annuel qui rendait visible, lisible et compréhensible la filière régionale de l'architecture. *The place to be* une fois par an.

Sur le fond, la dynamique *Région Architecture* a agi comme une structure abstraite au sens de Roland Barthes. Elle a permis d'intégrer, au sein de cette structure, d'autres structures, en les laissant se déployer librement, interagir et s'hybrider ; une « géographie planaire aux allures de plateau ouvert à l'expérimentation » pour reprendre les mots de Joseph Abram<sup>4</sup>. Avec *Région Architecture*, des collaborations sont nées, des innovations ont émergés. Si *Région architecture* est tournée vers l'Europe, c'est également une structure dédiée à rendre attractive la région tant pour ses habitants en améliorant leur cadre de vie que pour les architectes et tous les professionnels de la filière.

Alors, que répondre à la question « Comment faire ? »

Dans notre domaine, cette expérience démontre que l'important est de semer au moment opportun. Comprenne qui pourra !

(4) Joseph Abram, *Enseignement/ Profession/Recherche*. Retour sur le projet pédagogique de Jean-Pierre Epron ou le noble engagement du métier d'architecte, extrait de la conférence donnée par le 7 novembre 2019 à l'Académie d'architecture, Paris.

# Comment faire ?

Bulletin n°57

Société  
Française  
des  
Architectes